

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 573

3 mars 2015

SOMMAIRE

ACDC Holdings S.à r.l.	27503	Ichdrasil S.A.	27461
A.C.I. Fuelling S.à r.l.	27462	Ichdrasil S.A.	27461
A.C.I. VIP S.à r.l.	27463	Ixxose S.A.	27461
ASUS Cloud (Luxembourg) S.à r.l.	27466	KH III Properties 702 S.à r.l.	27463
Bosph Real Estate Holdings 2 S.à r.l.	27464	La Brasserie de la Mer	27460
BTE Holdings S.à r.l.	27460	Minorco	27501
BTG Pactual Real Estate Luxembourg Holding S.A.	27464	Next Estate Income Fund	27466
BTL Reinsurance	27462	Orion IV European 33 S.à r.l.	27461
Bulls SR S.A.	27474	Pefaco Finance S.A.	27465
Bulls SR S.A.	27495	Rowan Renaissance Luxembourg S.à r.l.	27459
Bulls SR S.A.	27492	Schroder Matching Plus	27460
CLdN Finance S.A.	27463	Silkridge International S.à r.l. SPF	27459
COSMO Pharmaceuticals S.A.	27467	Sirius Lux Invest S.A.	27460
C.R. Entreprises S.A.	27504	The Endurance Real Estate Fund	27465
Cyan Finance S.A.	27464	Thot Corporation S.A.	27458
Dufouleur Père et Fils, S.à r.l.	27463	Titanium Holding S.à r.l.	27465
ERE IV (No 7) S.à r.l.	27459	Truly Fish	27464
ETOILE GARAGE DU SUD MICHEL BRA- QUET & Cie	27459	Tungsten	27466
Gaemil Invest S.A.	27462	Univest	27465
Holden Recoveries V S.à r.l.	27499	Urban Capital Re Lux 2 S.à r.l.	27458
Holufi S.A.	27458	Wagonlease S.à r.l.	27458

Wagonlease S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 157.460.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015015417/10.

(150017626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Thot Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 87.009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015015389/10.

(150017588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Holufi S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.288.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 8 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 29 janvier 2015.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2015015852/13.

(150019058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Urban Capital Re Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 188.953.

Par résolutions signées en date du 9 décembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

I. Transférer le siège social de la Société du 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet immédiat;

II. Nomination d'Augusto Bessi, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance le 6 juillet 2015;

III. Nomination d'Anita Lyse, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance le 6 juillet 2015;

IV. Acceptation de la démission d'Yves Victor Emilie Cheret, avec adresse professionnelle au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

V. Acceptation de la démission de Daniela Ingeborg Klasen-Martin, avec adresse professionnelle au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015397/21.

(150017389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

ERE IV (No 7) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 177.026.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015747/10.

(150018518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

ETOILE GARAGE DU SUD MICHEL BRAQUET & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4026 Esch-sur-Alzette, 187, route de Belvaux.

R.C.S. Luxembourg B 13.778.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015749/10.

(150018425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Silkridge International S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 187.862.

EXTRAIT

La nouvelle adresse de l'associé de la Société est la suivante:

Level 3, 18 Stanley Street, Auckland Central, 1010 Auckland, New Zealand

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

SILKRIDGE INTERNATIONAL Sàrl, SPF

Référence de publication: 2015015314/14.

(150017463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Rowan Renaissance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.025.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 182.876.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la société en date du 26 janvier 2015

L'associé unique de la Société acte la démission de Monsieur Gregory M. HATFIELD de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 26 janvier 2015 et décide de nommer, en remplacement de celui-ci, Madame Lisa Ann DE MARCO, née le 2 juin 1967 à New York (États-Unis d'Amérique), demeurant professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de nouvelle gérante de catégorie A de la Société avec effet au 26 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Michael D. BOYKIN, gérant de catégorie A,
- Mme Lisa Ann DE MARCO, gérante de catégorie A,
- M. Patrick Leonardus Cornelis VAN DENZEN, gérant de catégorie B, et
- M. Fabrice Stéphane ROTA, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015290/20.

(150018135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Schroder Matching Plus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 122.195.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015336/9.

(150017840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

BTE Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.400,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 186.760.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015598/10.

(150018482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

La Brasserie de la Mer, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 7, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 20.560.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 15 janvier 2015

L'associé unique accepte la démission de Monsieur Laurent Laignel de son mandat de gérant technique avec effet au 26 janvier 2015.

L'associé unique nomme, avec effet au 26 janvier 2015; comme nouveau gérant technique pour une durée indéterminée:

- Monsieur François GRAFF, né le 13 octobre 1959 à Strasbourg, demeurant au 17, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg.

Tout engagement de la société dépassant le montant de EUR 10.000 (dix mille euros) doit être pris par décision conjointe des deux gérants (le gérant administratif et le gérant technique).

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015148/16.

(150018001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Sirius Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 137.680.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 27 janvier 2015

- La démission de Monsieur Alain ROBILLARD de son mandat d'administrateur avec effet au 2 décembre 2014, est acceptée.

- La démission de Monsieur Christian FRANCOIS de son mandat d'administrateur avec effet au 9 décembre 2014, est acceptée.

- Monsieur Claude ZIMMER, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg (L), employé privé, demeurant au 3, rue Nicolas M argue, L-2176 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Alain ROBILLARD, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée de l'an 2019.

- Madame Stéphanie COLLEAUX, née le 2 décembre 1977 à Dinant (B), employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Christian FRANCOIS, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée de l'an 2019.

SIRIUS LUX INVEST S.A.

Référence de publication: 2015015342/19.

(150017618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Ichdrasil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 51.385.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015079/9.

(150017518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Ichdrasil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 51.385.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015080/9.

(150017519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Ixxose S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 75.724.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale, qui s'est tenue en date du 31 décembre 2014 que

1. l'assemblée a décidé la clôture de la liquidation et constate la dissolution définitive de la société.
2. les documents de la société seront conservés pendant la durée légale de cinq ans au siège de la société, 23, rue Beaumont à L - 1219 Luxembourg.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Pour radiation

Signature

LE LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2015015111/17.

(150017717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Orion IV European 33 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 191.663.

EXTRAIT

En date du 22 janvier 2015, Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173948, alors associé unique de Orion IV European 33 S.à r.l., a cédé la totalité de ses douze mille cinq cents (12,500) parts sociales qu'elle détenait dans Orion IV European 33 S.à r.l. à Orion IV European 25 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189080.

Suite à cette cession, Orion IV European 25 S.à r.l. est devenue l'associé unique de Orion IV European 33 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion IV European 33 S.à r.l.

Référence de publication: 2015015220/19.

(150017644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Gaemil Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 183.405.

—
Extrait du conseil d'administration du 27 janvier 2015 tenu au siège de la Société

Par la présente, le conseil d'administration décide de nommer comme dépositaire des parts au porteur de la société, Fisconsult s.a., fiduciaire et cabinet d'expert-comptable ayant son siège social au 56, rue Glesener L-1630 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2015015042/14.

(150017762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

A.C.I. Fuelling S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 174.212.

—
Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 17 décembre 2014

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Valérie PECHON, M. Raphaël ROZANSKI et M. Mark VRIJHOEF gérants B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 28.01.2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes
Pour A.C.I. Fuelling S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2015014775/16.

(150018033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

BTL Reinsurance, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 21.025.

—
Extrait des résolutions prises par voie circulaire par le Conseil d'Administration en date du 9 décembre 2014

Le Conseil d'Administration a pris les résolutions suivantes:

Résolution 2: Démission de Monsieur Jan Nordin comme Administrateur et Président du Conseil d'Administration avec effet au 31 décembre 2014

Le Conseil d'administration prend note de la démission de Monsieur Jan Nordin en tant qu'Administrateur et Président du Conseil d'Administration avec effet au 31 décembre 2014.

Résolution 3: Cooptation de Monsieur Mats Nordström comme Administrateur et Président du Conseil d'Administration avec effet au 31 décembre 2014

Le Conseil d'administration coopte Monsieur Mats Nordström, demeurant professionnellement Lilla Bommen 3 SE-41297 Göteborg, Suède, en qualité d'Administrateur et Président du Conseil d'Administration avec effet au 31 décembre 2014, en remplacement de Monsieur Jan Nordin, démissionnaire.

Cette nomination sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir en 2015 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice social arrêtés au 31.12.2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2015014880/24.

(150017797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Dufouleur Père et Fils, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 22.052.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014959/9.

(150018068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

CLdN Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 156.209.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Particulière du 28 janvier 2015

Monsieur Clement Costers, administrateur de société, demeurant Brusselsesteenweg 123 B-1850 Grimbergen, est nommé administrateur.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Certifié conforme

Michel Jadot / Jozef Adriaens

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015014918/14.

(150017853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

KH III Properties 702 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 181.264.

Extrait des résolutions des associés de la Société

Il résulte des décisions des associés de la Société:

- la démission de Monsieur Cliff Langford de son poste de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 01 décembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janv.-15.

Mandataire

Référence de publication: 2015015126/15.

(150017515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

A.C.I. VIP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 174.156.

Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 17 décembre 2014

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Valérie PECHON, M. Raphaël ROZANSKI et M. Mark VRIJHOEF gérants B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 28.01.2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour A.C.I. VIP S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015014784/16.

(150018130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Truly Fish, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9740 Boevange, Maison 47.
R.C.S. Luxembourg B 162.628.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015014680/9.
(150016898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

BTG Pactual Real Estate Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 184.267.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 janvier 2015.
Référence de publication: 2015015599/10.
(150019202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Cyan Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 187.004.

Extrait du conseil d'administration du 27 janvier 2015 tenu au siège de la Société

Par la présente, le conseil d'administration décide de nommer comme dépositaire des parts au porteur de la société, Ficonsult s.a., fiduciaire et cabinet d'expert-comptable ayant son siège social au 56, rue Glesener L-1630 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2015014931/14.
(150017765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Bosph Real Estate Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 700.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 117.032.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 20 janvier 2015

L'associé unique a décidé:

- d'accepter la démission de ses fonctions de gérant de:

* Renaud Labye, né le 11 septembre 1977 à Liège, Belgique, et ayant son adresse professionnelle au 24 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg,

- de nommer comme gérant avec effet immédiat et pour une période illimitée:

* Monsieur Clive Griffiths, né le 25 mars 1959 à Edinbourg, Royaume-Uni et ayant son adresse professionnelle au 24 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.
Langham Hall Luxembourg Sàrl
Keith McShea
Agent domiciliaire

Référence de publication: 2015014850/21.
(150017544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Univest, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de UNIVEST coordonné au 23 février 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NORTHERN TRUST LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY S.A.

Référence de publication: 2015033266/9.

(150036723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

The Endurance Real Estate Fund, Fonds Commun de Placement.

The Endurance Real Estate Fund (the "Fund"), a common fund - specialised investment fund ("fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé") subject to the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, is in liquidation since 23 September 2014, at the close of business in Luxembourg.

The board of directors of the Management Company acting in its own name and on behalf of the Fund .

Référence de publication: 2015034791/755/9.

Pefaco Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 152.134.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 janvier 2015.

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 26 janvier 2015 que:

- Les mandats d'administrateurs de Messieurs Luc Sunnen, Christophe Fender et Olivier Cauro sont renouvelés jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle en 2019.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de DMS & Associés S.à r.l est renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/01/2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015015258/17.

(150017375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Titanium Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 193.728.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 18 décembre 2014, que l'associé de la Société, BRE/ Europe 7NQ S.à r.l., a transféré la totalité de 500 parts sociales qu'il détenait à:

(1) Titanium Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 192.908, 500 parts sociales;

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

1. Titanium Topco S.à r.l. 500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015015364/19.

(150017692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Next Estate Income Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de Next Estate Income Fund daté du 7 janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2015.

Pour la société

Next Estate Income Fund Management S.à.r.l.

Référence de publication: 2015034591/11.

(150038349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

ASUS Cloud (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 182.713.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

Il résulte d'une décision du conseil de gérance que le siège social de la Société est transféré au 39, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014837/13.

(150017885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Tungsten, Fonds Commun de Placement.

Mitteilung an die Anteilhaber des TUNGSTEN

Vergütung der Transferstelle

Der Verwaltungsrat der BayernInvest Luxembourg S.A. (Verwaltungsgesellschaft des Fonds) hat zugestimmt, die Transferstellengebühr der Transferstelle M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. pro Fonds/Teilfonds mit Wirkung zum 01. April 2015 wie folgt zu ändern:

Teilfonds	Anteil- klasse	ISIN	WKN	vorher	nachher
Tungsten - Pro Art ERV	AL	LU0440496866	A0X9Y4	die Transferstellengebühr ist in der Depotbankgebühr enthalten	EUR 2.500,-- p.a. zzgl. Transaktionskosten ab dem 01. April 2015
Tungsten - Pro Art ERV	InstAL	LU0360953342	A0QYAZ		
Tungsten - Pro Art ERV	InstAL2	LU0982234527	A1W6TW		
Tungsten - TORION Fund	AL	LU1165170942	A12HSA		
Tungsten - TORION Fund	InstAL	LU1167313714	A12HWQ		
Tungsten - TORION Fund	InstAL2	LU1167311429	A12HWP		
Tungsten - TORION Fund	InstAL3	LU1190441623	A14NNW		

Die Anlagepolitik der Teilfonds bleibt unberührt.

Anleger, die mit der vorgesehenen Maßnahme nicht einverstanden sind, können ihre Anteile bis zum 27. März 2015 kostenfrei zurückgeben oder umtauschen.

Der jeweilige aktuelle Verkaufsprospekt und das Verwaltungsreglement sowie die aktuellen Wesentlichen Anlegerinformationen sind kostenfrei bei der Verwaltungsgesellschaft des Fonds sowie bei den im Verkaufsprospekt angegebenen Zahl- und Informationsstellen erhältlich.

Luxembourg, im Februar 2015.

BayernInvest Luxembourg S.A.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2015033476/10183/30.

COSMO Pharmaceuticals S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 194.800.

STATUTS

L'AN DEUX MIL QUINZE, LE DIX-HUIT FEVRIER

Par devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, en remplacement de sa consoeur empêchée, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, laquelle dernière restera dépositaire du présent acte.

A comparu:

Monsieur Alessandro Della Chà, administrateur-délégué de la société anonyme de droit italien dénommée "COSMO PHARMACEUTICALS SPA" ci-après désignée,

intervenant au présent acte en sa qualité de mandataire des actionnaires de la société "COSMO PHARMACEUTICALS SPA", ayant son siège à Lainate, 1 Via C. Colombo, numéro d'inscription au Registre des Entreprises de Milan et code fiscal 05369700967 - R.E.A. 1816145

en vertu d'un pouvoir spécial lui conféré dans le procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire de ladite société reçu par le notaire Alessandra ZIZANOVICH de Milan en date du 14 novembre 2014, acte n° 24298 du répertoire et n° 10547 du recueil, enregistré auprès de l'Agenzia delle Entrate, Ufficio di Milano 6, le 17 novembre 2014 sous le n° 32994 Serie 1T.

Lequel comparant, es-qualité qu'il agit, requiert le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Par actes du susdit notaire Alessandra ZIZANOVICH en date du 14 novembre 2014, acte n° 24298 du répertoire et n° 10547 du recueil, enregistré auprès de l'Agenzia delle Entrate, Ufficio di Milano 6, le 17 novembre 2014 sous le n° 32994 Serie 1T, respectivement du 22 décembre 2014, acte n° 24497 du répertoire et n° 10647 du recueil, enregistré auprès de l'Agenzia delle Entrate, Ufficio di Milano 6, le 22 décembre 2014 sous le n° 38631 Serie 1T, respectivement du 6 février 2015, acte n° 24631 du répertoire et n° 10713 du recueil, enregistré auprès de l'Agenzia delle Entrate, Ufficio di Milano 6, le 9 février 2015 sous le n° 3820 Serie 1T,

l'assemblée générale extraordinaires des actionnaires de la société "COSMO PHARMACEUTICALS SPA" a valablement décidé de transférer le siège social statutaire, la direction effective, l'administration centrale et le principal établissement vers Luxembourg, avec adoption de la nationalité luxembourgeoise et soumission de la société au droit luxembourgeois, le tout sans changement de la personnalité juridique.

A ces trois procès-verbaux d'assemblées notariées jointes en annexe au présent acte de dépôt s'ajoute un procès-verbal notarié d'une réunion du conseil d'administration de la société COSMO PHARMACEUTICALS SPA reçu par le même notaire en date du 26 janvier 2015, acte n° 24585 du répertoire et n° 10693 du recueil, enregistré auprès de l'Agenzia delle Entrate, Ufficio di Milano 6, le 27 janvier 2015 sous le n° 2415 Serie 1T. Ces quatre actes notariés resteront annexés au présent acte de dépôt avec lequel ils seront enregistrés.

Dans les susdits actes notariés, il a été procédé à la modification des statuts de la société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation luxembourgeoise, en changeant notamment:

- la dénomination sociale de la société en "COSMO Pharmaceuticals S.A."
- l'objet de la société pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

La Société a pour objet, aussi bien directement que par le biais de sociétés contrôlées ou jointes, la production, la commercialisation, l'importation et l'exportation de produits pharmaceutiques, de traitements médico-chirurgicaux, diététiques, cosmétiques et sanitaires en tout genre ainsi que l'activité de recherche et le développement technologique et biotechnique et logique de ces produits, le tout pour son compte comme pour le compte de tiers.

La Société pourra également mener des activités de recherche et de développement, ainsi qu'accorder ou obtenir des licences, ayant pour objet des technologies, des brevets, des produits chimiques, pharmaceutiques et biotechnologiques dans le secteur de la protection de la santé et de l'environnement au sens large, également par le biais de joint-ventures spécifiques, industrielles et commerciales, consacrées à la recherche.

La Société pourra également mener des activités de service dans les secteurs de l'information et de la formation dans le domaine scientifique et biomédical, ainsi que des services de conseil dans le secteur biopharmaceutique, avec une référence particulière - mais non exclusive - aux activités de transfert de technologie, à la définition et à la gestion des problématiques régulatrices, des recherches de marché, des projets précliniques et cliniques liés au développement de nouveaux médicaments ou de produits diagnostiques. L'objet de la Société englobe également l'achat et la vente ainsi que la gestion des marques, des brevets et des savoir-faire et en général toute autre activité instrumentale ou utile aux opérations dont ci-dessus.

À condition que les activités qui suivent ne s'adressent pas au public et soient considérées comme nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social, la Société peut en outre réaliser toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières, donner son aval, des garanties bancaires et toute autre garantie, même réelle,

ainsi que prendre des intérêts et des participations dans d'autres sociétés ou entreprises ayant un objet analogue ou apparenté ou lié au sien, le tout dans les limites de la loi

- le siège social sur le territoire de la Ville de Luxembourg, et plus particulièrement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg.

Le comparant, fort des pouvoirs lui conférés, et afin de rendre conforme l'article 3 des statuts à la législation luxembourgeoise, constate que cet article doit être modifié en ce sens qu'il y a lieu préciser que tout transfert de siège à l'intérieur du territoire de la Ville de Luxembourg pourra être décidé par le conseil d'administration.

- fixer le capital social à 3.748.935,58 € (trois millions sept-cent quarante-huit-mille neuf-cent-trente-cinq virgule cinquante-huit centimes), divisé en 14.418.983 (quatorze millions quatre-cent-dix-huit-mille neuf-cent quatre-vingt-huit) actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,26 (zéro virgule vingt-six centimes) chacune.

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, reste annexé au présent acte un rapport établi par le réviseur d'entreprises luxembourgeois, la société la société anonyme «MAZARS LUXEMBOURG», établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.962

lequel rapport joint en annexe au présent acte et daté du 13 février 2015 conclut comme suit:

"Based on the verification procedures applied and described above, nothing has come to our attention which causes us to believe that the Net asset value of the Company, as calculated on the basis of the balance sheet as at December 31, 2014, is not at least equal to the amount of the Shareholders' equity of the Company (including the share capital, share premium and the accumulated reserves) amounting to EUR 31,394,184"

Le comparant, fort des pouvoirs lui conférés, précise pour autant que de besoin que la valeur nominale des actions à émettre dans le cadre du capital autorisé renseigné à l'article 6 des statuts, devra être identique à la valeur nominale des actions actuellement émises,

- nomination de l'organe de direction et de l'organe de surveillance comme suit

«Conseil d'administration» en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016, appelée à statuer les comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2015.

- Ajani Mauro Severino, né à Milan le 13 février 1955, demeurant professionnellement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Président;

- Tanner Hans Christoph, né à Bogotà (Colombie) le 29 juin 1951, demeurant professionnellement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Administrateur;

- Alessandro Della Chà, né à Milan le 25 novembre 1963, demeurant professionnellement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Administrateur;

- Von Bohlen und Halbach Friedrich Harald, né à Essen (Allemagne) le 29 juin 1962, demeurant professionnellement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Administrateur;

- Enkelmann Dieter Armin, né à Zurich le 1 juin 1959, demeurant professionnellement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Administrateur;

- Maria Grazia Roncarolo, née à Turin le 17 décembre 1954, demeurant professionnellement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Administrateur;

- Patrizia Lucchetta, née à Ville du Luxembourg le 25 mars 1964, demeurant professionnellement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Administrateur;

- Pierre-Yves Collée, né à Louvain (Belgique) le 21 novembre 1975, demeurant professionnellement au 37C, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Administrateur;

«Réviseur» en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016, appelée à statuer les comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2015.

la société anonyme «MAZARS LUXEMBOURG», établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.962.

Suite à ce qui précède les statuts de la société tels que renseignés dans les actes du notaire Zizanovich se lisent dans leur version coordonnée actuelle comme suit:

"COSMO Pharmaceuticals S.A."

Société Anonyme

Siege social: L- 1855 Luxembourg, 37C, avenue John F. Kennedy

STATUTS

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er} . Il est constitué une société dénommée:

"COSMO Pharmaceuticals S.A."

Art. 2. La Société a pour objet, aussi bien directement que par le biais de sociétés contrôlées ou jointes, la production, la commercialisation, l'importation et l'exportation de produits pharmaceutiques, de traitements médico-chirurgicaux, diététiques, cosmétiques et sanitaires en tout genre ainsi que l'activité de recherche et le développement technologique et biotechnique et logique de ces produits, le tout pour son compte comme pour le compte de tiers.

La Société pourra également mener des activités de recherche et de développement, ainsi qu'accorder ou obtenir des licences, ayant pour objet des technologies, des brevets, des produits chimiques, pharmaceutiques et biotechnologiques dans le secteur de la protection de la santé et de l'environnement au sens large, également par le biais de joint-ventures spécifiques, industrielles et commerciales, consacrées à la recherche.

La Société pourra également mener des activités de service dans les secteurs de l'information et de la formation dans le domaine scientifique et biomédical, ainsi que des services de conseil dans le secteur biopharmaceutique, avec une référence particulière - mais non exclusive - aux activités de transfert de technologie, à la définition et à la gestion des problématiques régulatrices, des recherches de marché, des projets précliniques et cliniques liés au développement de nouveaux médicaments ou de produits diagnostiques. L'objet de la Société englobe également l'achat et la vente ainsi que la gestion des marques, des brevets et des savoir-faire et en général toute autre activité instrumentale ou utile aux opérations dont ci-dessus.

À condition que les activités qui suivent ne s'adressent pas au public et soient considérées comme nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social, la Société peut en outre réaliser toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières, donner son aval, des garanties bancaires et toute autre garantie, même réelle, ainsi que prendre des intérêts et des participations dans d'autres sociétés ou entreprises ayant un objet analogue ou apparenté ou lié au sien, le tout dans les limites de la loi.

Art. 3. La Société a son siège dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg). Le siège social peut être transféré en n'importe quel lieu du territoire de la Ville de Luxembourg, sur décision du conseil d'administration.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'instituer ou de supprimer des sièges secondaires, filiales, succursales, agences, dépôts, entrepôts et représentations dans le Grand-Duché du Luxembourg et à l'étranger.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Capital Social - Actions

Art. 5. En ce qui concerne les rapports avec la Société, cette dernière ne reconnaîtra qu'un seul et unique titulaire pour chaque action.

Art. 6. Le capital social émis est de 3.748.935,58 € (trois millions sept-centquarante-huit-mille neuf-cent-trente-cinq virgule cinquante-huit centimes), divisé en 14.418.983 (quatorze millions quatre-cent-dix-huit-mille neuf-cent quatre-vingt-huit) actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,26 (zéro virgule vingt-six centimes) chacune.

Les actions sont émises et circulent en régime de dématérialisation.

Les actions peuvent être détenues pour le compte d'une ou de plusieurs personnes à travers des systèmes de gestion focalisée des opérations sur des outils financiers ou à travers un opérateur du système en question ou au nom d'un dépositaire professionnel d'outils financiers ou d'un quelconque dépositaire ou sous-dépositaire. Dans ce cas la Société, à condition qu'elle ait reçu la certification délivrée par l'intermédiaire financier auprès duquel ses actions ont été déposées, consentira à ces sujets d'exercer les droits liés à ces actions.

Le conseil d'administration peut établir les conditions formelles de ces certifications. Faite exception des règles de confidentialité applicables, la Société peut demander au dépositaire et aux intermédiaires financiers auprès desquels les actions sont déposées sur des comptes titres de révéler à la Société les informations suivantes concernant les titulaires d'actions qui apparaissent dans les registres du dépositaire: nom, nationalité, date de naissance ou date de constitution, selon les cas, adresse, nombre d'actions détenues, les éventuelles restrictions applicables à ces actions.

La Société peut également demander aux personnes dont les noms ont été fournis de confirmer le fait qu'ils détiennent des actions de la Société pour leur propre compte.

Tout ce qui précède restant entendu, la Société:

- considèrera les sujets auprès desquels les actions ont été déposées comme titulaires des actions aux fins de l'exercice du droit de vote et des droits non financiers liés à ces actions, et tenus au respect des obligations qui en découlent, inter alia, de la "Réglementation concernant les Obligations de Communication des Participations Importantes" et par la "Réglementation sur les Offres d'Achat et d'Échange" (comme définies dans l'article 23 du statut);

- et effectuera les paiements, à titre de dividendes ou autre, en espèces, actions ou autres biens uniquement en mains propres au dépositaire ou sous-dépositaire des actions de la Société ou selon les instructions de ces derniers, restant entendu que le paiement susdit aura un effet libératoire pour la Société.

L'assemblée extraordinaire peut délibérer, selon les mêmes procédures et la même majorité requise pour les modifications statutaires, l'augmentation du capital par le biais d'attribution de biens en nature et/ou en espèces et/ou à travers l'imputation à celui-ci de réserves disponibles et de diminuer le capital social également par le biais d'assignation aux actionnaires d'activités sociétaires particulières, de biens, d'intéressements, de quotes-parts, de participations, également actionnaires, dans d'autres entreprises ou sociétés, à titre de prix de remboursement des actions.

L'assemblée extraordinaire peut augmenter le capital social par le biais d'émission de nouvelles actions et/ou la croissance de la valeur nominale des actions.

En cas d'augmentation de capital, c'est aux actionnaires que revient le droit d'option sur les actions de nouvelle émission proportionnellement à leur propre quote-part de participation. Le conseil d'administration peut délibérer l'émission d'obligations.

L'assemblée extraordinaire peut émettre des emprunts obligataires convertibles, des warrants et d'autres titres convertibles en actions de la société, tandis que l'assemblée extraordinaire peut attribuer au conseil d'administration la faculté d'émettre des obligations convertibles en actions de la Société.

Le conseil d'administration peut se voir attribuer par l'assemblée extraordinaire la faculté d'augmenter le capital social à travers l'émission de nouvelles actions et/ou l'augmentation de la valeur nominale des actions existantes.

Le conseil d'administration, ou la/les personne(s) chargée(s) par le conseil d'administration, (i) fixe le prix d'émission et l'éventuelle majoration ainsi que les conditions de souscription, et (ii) peut exclure ou limiter le droit d'option de tous ou de certains actionnaires. L'autorisation accordée au conseil d'administration d'augmenter le capital actionnaire autorise également le conseil d'administration à délibérer l'émission d'emprunts obligataires convertibles, de warrants et d'autres titres convertibles en actions de la Société jusqu'au montant maximum du capital actionnaire autorisé.

L'assemblée extraordinaire des actionnaires du 14 novembre 2014 a décidé de déléguer au conseil d'administration la faculté de délibérer l'augmentation du capital social jusqu'à un montant maximum de 374.893,00 (trois-cent-soixante-quatorze mille huit-cent-quatre-vingt-treize virgule zéro zéro) actions nominales par le biais d'émission d'actions d'une valeur nominale courante au moment de leur émission, chacune des actions devra être réservée à la réalisation d'un plan de Stock Option - à la souscription de la part d'employés collaborateurs et administrateurs de la société ou d'autres sociétés du Groupe, qui seront identifiées par l'organe administratif lui-même, le tout conformément à la loi. La délégation a une durée maximum de cinq ans à compter de la date du 14 novembre 2014.

En sus et indépendamment de l'autorisation dont au paragraphe précédent, l'assemblée extraordinaire du 14 novembre 2014 a décidé de déléguer au conseil d'administration la faculté de délibérer l'émission, en une seule ou plusieurs fois, d'obligations convertibles en actions de la Société jusqu'à un maximum de 150.000.000,00 (cent-cinquante-millions virgule zéro zéro) ou d'un montant équivalent en devise étrangère comme établi au moment de l'émission de l'emprunt convertible, à travers l'émission d'un nombre correspondant d'actions à la valeur nominale courante au moment de l'exercice de la délégation. Cette autorisation (i) a une durée maximum de 5 ans conformément à la loi, (ii) s'applique à l'émission des actions de la Société relative à la conversion des obligations convertibles émises par la Société sur la base de la décision du conseil d'administration. En cas de conversion des obligations en actions, ces actions auront la même forme que les actions déjà émises par la Société. Le conseil d'administration aura la faculté d'établir le règlement en rapport et de délibérer l'augmentation nécessaire de capital. Le conseil d'administration pourra notamment délibérer de n'offrir les obligations convertibles à aucun des actionnaires de la Société.

Chaque fois que le conseil d'administration agit pour rendre efficace l'augmentation de capital comme autorisé plus haut, le présent article du statut peut être modifié de manière à refléter l'augmentation du capital souscrit, et le conseil d'administration ou toute autre personne autorisée par le conseil d'administration effectuera cette modification dans les formes prescrites par la loi.

La Société peut acquérir et/ou racheter ses propres actions conformément aux conditions prévues par la loi.

Assemblée

Art. 7. L'assemblée des actionnaires régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations, prises en conformité avec la loi et le présent statut, obligent tous les actionnaires même s'ils ne sont pas intervenus ou étaient en désaccord.

L'assemblée est ordinaire ou extraordinaire. Celle-ci est convoquée auprès du siège social ou ailleurs, à condition de se trouver sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg, comme établi par le conseil d'administration.

L'assemblée est convoquée par le conseil d'administration au moyen d'un avis de convocation qui devra être publié par deux fois dans le Journal Officiel du Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dans un des principaux quotidiens luxembourgeois, et sur Neue Zürcher Zeitung ou sur un autre principal quotidien suisse, le premier avis doit être publié seize jours au moins avant la date à laquelle se tiendra l'assemblée et le deuxième au moins huit jours avant. Dans la communication, il sera précisé le jour, le lieu, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée.

L'avis de convocation peut également indiquer la date de réunion qui va suivre, au cas où le quorum n'aurait pas été atteint lors des réunions précédentes.

Indépendamment du respect des formalités susdites, l'assemblée est régulièrement constituée lorsque la totalité du capital social ayant droit au vote est présente ou représentée.

Art. 8. L'assemblée ordinaire est convoquée chaque année, le deuxième jeudi du mois de mai de chaque année à onze heures, dans le lieu décidé par le conseil d'administration et communiqué sur l'avis de convocation de l'assemblée pour l'approbation du bilan d'exercice. L'assemblée ordinaire est également convoquée sans retard par le conseil d'administration dans tous les cas où la loi le prévoit ainsi que dans tous les cas où le conseil d'administration considère que sa convocation est dans l'intérêt de la Société.

Art. 9. Les assemblées ordinaires et extraordinaires sont valablement constituées et peuvent valablement délibérer conformément au droit sociétaire luxembourgeois. Toute action donne droit à une voix.

La modification des articles 9 et 24 du présent statut ne peut être délibérée que sur vote favorable de 80 (quatre-vingt) % du capital social émis.

Art. 10. Pour être légitimés à intervenir à l'assemblée, les actionnaires doivent faire parvenir à la Société la communication des intermédiaires qui tiennent les comptes relatifs dans un délai de 2 (deux) jours de calendrier précédant la date de chaque réunion.

Les actions pour lesquelles la communication a été effectuée ne peuvent pas être aliénées avant que l'assemblée ait eu lieu.

Chaque actionnaire est tenu de fournir le certificat délivré par l'intermédiaire financier auprès duquel ont été déposées les actions, qui confirme que les actions ne sont pas transférables tant que l'assemblée n'a pas eu lieu.

Tout actionnaire qui a le droit d'intervenir à l'assemblée peut se faire représenter sur délégation écrite par une autre personne conformément à la loi.

Art. 11. Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration; en son absence, par un membre nommé administrateur délégué par le conseil d'administration; en l'absence de ce dernier, par la personne nommée par la majorité du capital présent.

C'est au président de l'assemblée, qui peut user de fonctions spéciales, que revient la charge de constater le droit d'intervention à l'assemblée, d'évaluer la validité des délégations, ainsi que de constater que l'assemblée est régulièrement constituée et que les quorums nécessaires pour délibérer ont été atteints, de diriger et de gérer la discussion, de fixer les modalités et les procédures du vote, et de vérifier puis de communiquer les résultats.

Le président est secondé par un secrétaire, qui pourra même ne pas être actionnaire et qui sera le secrétaire du conseil d'administration, ou, en cas d'absence de ce dernier, sera la personne nommée par l'assemblée elle-même, éventuellement par deux scrutateurs toujours nommés par la même assemblée.

Art. 12. Les délibérations de l'assemblée consistent en un procès-verbal, signé par le président et par le secrétaire, et transcrit dans le livre spécial des procès-verbaux des assemblées.

L'assemblée ordinaire peut, sur proposition du conseil d'administration, approuver un règlement qui régit le déroulement correct et fonctionnel de l'assemblée, aussi bien ordinaire qu'extraordinaire, en garantissant le droit de chaque actionnaire à intervenir sur les points à l'ordre de jour mis en discussion.

Conseil d'administration

Art. 13. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'un minimum de 3 (trois) membres et d'un maximum de 11 (onze). Les conseillers ayant atteint l'âge de 70 ans ne peuvent être élus. Le fait d'atteindre l'âge limite en cours de mandat est considéré comme cause de déchéance.

Les conseillers sont nommés par l'assemblée des actionnaires.

Si un administrateur vient à manquer au cours de l'exercice, pour cause de décès, de mise à la retraite ou pour toute autre raison, les administrateurs restants peuvent élire à la majorité un remplaçant temporaire jusqu'à l'assemblée suivante, dans le respect des dispositions susdites relatives à la composition du conseil d'administration et des dispositions de loi applicables.

La nomination des administrateurs se fera par vote secret. À cette fin, la charge est confiée à un scrutateur indépendant, qui effectue le dépouillement des voix dans les limites de la confidentialité, selon les modalités décidées à chaque fois par le président de l'assemblée, conformément aux normes juridiques et au règlement.

Le scrutateur communique au président, aux fins de la proclamation, le résultat numérique total, sans indication des noms des votants et des voix exprimées, dont il conservera l'enregistrement en rapport.

Les membres du conseil d'administration restent en fonction pour la période déterminée au moment de leur nomination, qui ne saurait de toute manière excéder trois ans, et sont rééligibles.

C'est aux membres du conseil d'administration qu'il revient de procéder au remboursement des frais engagés pour des raisons d'office et aux émoluments tels que fixés par l'assemblée ordinaire outre, éventuellement, une participation aux bénéfices ou à l'attribution du droit de souscrire à un prix déterminé des actions d'émission future.

La rémunération des administrateurs investis de fonctions particulières outre celle de conseiller est fixée par le conseil d'administration.

Art. 14. Le conseil d'administration élit parmi ses membres le président, au cas où l'assemblée ordinaire n'y aurait pas encore pourvu et éventuellement un vice-président, qui remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement, ainsi qu'un secrétaire du conseil d'administration extérieur au conseil, qui participe du droit aux réunions.

Le conseil d'administration peut déléguer ses propres attributions à un administrateur délégué ainsi qu'à un comité exécutif composé de 3 (trois) membres ou plus, dans les limites établies par la loi.

Le conseil d'administration devra être informé, par les organes délégués, quant à l'activité menée, à la marche générale de la gestion, à son évolution prévisible et aux opérations d'intérêt économique, financier et patrimonial majeur, effectuées

par la Société ou par les sociétés contrôlées; les organes délégués font notamment un rapport sur les opérations dans lesquelles ils peuvent avoir un intérêt, pour leur compte ou pour celui de tiers, ou dans lesquelles ils pourraient être influencés par le sujet qui exerce l'activité de direction et de coordination, là où cela existe.

La communication doit être effectuée à temps et de toute manière à une cadence au moins trimestrielle, dans les 15 jours suivant la clôture de chaque trimestre solaire, à l'occasion des réunions du conseil d'administration et du comité exécutif - s'il est nommé - ou par note écrite.

Le conseil d'administration pourra constituer un ou plusieurs comités, en leur attribuant les pouvoirs qu'il retiendra opportuns, conformément aux règles sociétaires, si elles sont prévues.

Art. 15. Le conseil d'administration est convoqué par le président ou par l'administrateur délégué, ou par deux membres du conseil, au siège de la société ou dans tout autre lieu au Luxembourg chaque fois que cela sera retenu opportun.

Celui qui convoque le conseil d'administration fixe l'ordre du jour, coordonne les travaux et fait en sorte que tous les administrateurs soient correctement informés des points à l'ordre du jour qui devront être traités.

Les réunions du conseil sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président ou encore, en l'absence de ce dernier, par l'administrateur délégué ou par l'administrateur le plus âgé parmi les présents.

La convocation devra être effectuée, de manière réglementaire, par lettre ou télécopie ou courrier électronique et devra être envoyée 3 (trois) jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

Dans les cas d'urgence, la convocation pourra être faite par n'importe quel moyen et avec un préavis de 24 (vingt-quatre) heures.

Indépendamment du respect des formalités de convocation indiquées ci-dessus, le conseil d'administration est considéré comme valablement constitué si tous les membres du conseil sont présents, même en audio-vidéo conférence ou en téléconférence, ou sur délégation.

Les délibérations du conseil devront consister en un procès-verbal signé par le président et par le secrétaire ou, en l'absence de ce dernier, par un autre secrétaire désigné par le même conseil d'administration, ou par deux administrateurs présents à la réunion.

Les délibérations par consultation écrite signées par tous les conseillers sont valables et contraignantes exactement comme si elles avaient été approuvées par une assemblée du conseil d'administration régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être délivrées sur un document unique ou sur plusieurs copies identiques du même document et peuvent être le résultat de lettre, télécopie ou télex. Une réunion du conseil tenue par le biais d'une consultation écrite sera considérée comme s'étant tenue au Luxembourg.

Art. 16. Le conseil est régulièrement constitué avec la présence de la majorité des administrateurs en charge, et délibère valablement à la majorité absolue des participants. Les décisions du conseil d'administration concernant l'augmentation de capital sont prises avec le vote favorable d'au moins cinq conseillers. En cas d'égalité des voix, c'est la voix du président qui l'emporte.

L'intervention aux réunions du conseil d'administration peut se faire également en audio-vidéo-conférence ou en téléconférence, à condition que les ayants-droit puissent être identifiés, qu'il leur soit permis d'intervenir en temps réel à la discussion des points à traiter et d'être correctement informés.

Le conseil est considéré comme se tenant dans le lieu où la réunion a été convoquée.

Art. 17. Le conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs pour l'administration de la Société, à la seule exclusion de ceux que la loi ou le présent statut réservent expressément à l'assemblée des actionnaires.

Art. 18. La représentation légale de la Société revient, solidairement au président du conseil d'administration et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier au vice-président, s'il est nommé. En cas de nomination d'un administrateur délégué ou de plusieurs directeurs généraux, la représentation de la Société revient également à ceux-ci, solidairement, dans les limites de la délégation qui leur a été conférée.

Il est permis au conseil d'administration et à l'administrateur délégué de nommer des procureurs pour des actes ou des catégories d'actes isolés, dans les limites des pouvoirs qui leur ont été conférés.

Art. 19. Le conseil d'administration se voit de toute manière réserver toute décision relative à la:

- 1) définition des programmes généraux de développement et d'investissement ainsi que des objectifs de la Société et du Groupe;
- 2) préparation du bilan prévisionnel;
- 3) définition des programmes financiers et approbation d'opérations d'endettement au-delà de 12 mois;
- 4) approbation d'accords de caractère stratégique, de ceux ayant une valeur économique significative ou de toute manière contenant des engagements pour la Société dépassant les trois ans.

Les administrateurs rapportent aux autres administrateurs les opérations dans lesquelles ils ont un intérêt propre pour leur compte ou pour le compte de tiers, ou qui sont influencées par le sujet qui exerce l'activité de direction ou de coordination.

Audit

Art. 20. Le contrôle comptable est exercé par une société internationale de révision, dont la présence est reconnue sur le marché, immatriculée dans le registre public des “réviseurs d’entreprises agréés” tenu auprès de la “Commission de Surveillance du Secteur Financier”.

La société de révision est nommée par l’assemblée.

L’activité menée par la société de révision est documentée dans un livre spécial conservé au siège social.

Bilan - Bénéfices d’exercice

Art. 21. Les exercices sociaux se clôturent au 31 décembre de chaque année.

À la fin de chaque année, le conseil d’administration procède à la formation du bilan d’exercice, conformément à la loi.

Art. 22. Le bénéfice net, après déduction de 5% (cinq pour cent) à imputer à la réserve légale, tant que celle-ci n’a pas atteint le minimum légal, sera réparti, sauf décision contraire de l’assemblée, entre les actionnaires, proportionnellement aux actions possédées par chacun d’entre eux et payé selon les modalités prévues par la délibération d’approbation.

Le conseil d’administration peut délibérer la distribution d’acomptes sur les dividendes selon les cas et les modalités établies par la loi.

Les dividendes non encaissés dans les quinze jours suivant la date où ils deviennent exigibles sont prescrits en faveur de la Société.

Cotation sur un marché réglementé

Art. 23. Au moment et pour toute la période pendant laquelle les actions de la Société devraient être cotées dans une bourse reconnue, chaque titulaire de droits actionnaires de la Société sera obligé d’observer et de respecter la réglementation, y compris les décisions et les interprétations de la réglementation émises à chaque fois par la Bourse de cotation et/ou par l’Autorité de Surveillance (les “Autorités de Bourse”), qui se réfèrent aux obligations de communication des participations importantes détenues dans des sociétés cotées, (“Réglementation sur les Obligations de Communication des Participations Importantes”).

Le respect de la réglementation susdite devra être observé également au cas où les Autorités de Bourse déclareraient ou retiendraient la Réglementation sur les Obligations de Communication des Participations Importantes non applicable aux titulaires de droits actionnaires de la Société ou de toute manière au cas où cette réglementation ne serait pas directement applicable à la Société.

Le titulaire de droits actionnaires est également tenu de communiquer immédiatement et par écrit à la Société elle-même toute variation à ses participations importantes qui serait prévue conformément à la Réglementation sur les Obligations de Communication des Participations Importantes.

Chaque titulaire de droits actionnaires de la Société est également obligé d’observer et de respecter la réglementation et les modifications qui suivent, y compris les décisions et les interprétations de la réglementation émises à chaque fois par l’Autorité de Bourse du marché de cotation en faisant référence à la discipline sur les Offres d’Achat et d’Échange, aussi bien obligatoires que volontaires, y compris la discipline sur le déroulement de l’offre et les règles antiescamotage (“Réglementation sur les Offres d’Achat et d’Échange”).

Chaque titulaire de droits actionnaires est obligé de respecter la Réglementation sur les Offres d’Achat et d’Échange également dans les cas où les Autorités de Bourse déclareraient ou retiendraient la réglementation susdite non applicable aux titulaires de droits actionnaires ou de toute manière au cas où cette réglementation ne serait pas directement applicable à la Société.

Chaque titulaire de droits actionnaires est de toute manière tenu de fournir par écrit et immédiatement à la Société une copie des communications dont à la Réglementation sur les Offres d’Achat et d’Échange.

Au cas notamment où les actions de la Société seraient cotées sur le marché réglementé de Zurich (SWX Stock Exchange), chaque titulaire de droits actionnaires est tenu d’observer les dispositions de la réglementation suisse, en vigueur à chaque fois, concernant l’obligation de communication des participations importantes dans une société cotée, détenues aussi bien directement qu’indirectement, y compris la propriété de droits à acheter des actions (selon les dispositions de la Réglementation sur les Obligations de Communication des Participations Importantes), ainsi que par la Réglementation sur les Offres d’Achat et d’Échange. C’est au conseil d’administration de la Société que revient tout pouvoir et faculté opportune, à sa discrétion, pour faire en sorte que soit respecté le statut de la Société et ses dispositions. Le droit de vote de l’actionnaire sera en tous les cas suspendu si ce dernier, de l’avis justifié du conseil d’administration, a agi en violation des dispositions dont au présent article, paragraphes 3, 4 et/ou 5. Les décisions des actionnaires approuvées ou adoptées par un vote favorable d’un actionnaire ayant agi en violation des paragraphes 3, 4 et/ou 5 du présent article, peuvent être déclarées nulles par le conseil d’administration, au cas où ces décisions n’auraient pas été approuvées ou adoptées sans cette voix. Le conseil d’administration déclarera nulles les délibérations dans une note devant être publiée conformément aux règles imposées par l’Autorité de Bourse pour la communication des informations de la société. Cette note sera publiée sans attendre après l’assemblée des actionnaires et, dans tous les cas, pas plus de 2 jours après à la société SIX Swiss Exchange de Zurich.

Art. 23bis. L'acquéreur d'actions de la Société n'est pas obligé de présenter une offre publique d'achat, comme régie par les articles 32 et 52 du Swiss Federal Act on Stock and Securities Trading du 24 mars 1995, comme modifié par la suite, en cas de dépassement des seuils établis par les normes en questions.

Résiliation - Liquidation - Dispositions générales et finales

Art. 24. En cas de dissolution, pour quelque motif que ce soit, de la Société, l'assemblée extraordinaire des actionnaires fixera les règles concernant la liquidation, nommera le liquidateur ou les liquidateurs, en en fixant les pouvoirs et les rémunérations.

Art. 25. Toute communication ou information à laquelle la Société est tenue sera transmise ou rendue publique selon la normative applicable, y compris la réglementation du marché de cotation de référence, là où cela s'avère applicable.

Toutes les questions traitées dans le présent statut seront régies par la loi luxembourgeoise et notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés, telle que modifiée.

Frais - Evaluation:

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué sans nul préjudice à la somme de EUR 7000.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire Martine SCHAEFFER, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée en langue française au comparant, es-qualité qu'il agit, cette dernière, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, a signé avec le notaire le présent acte qui certifie l'état civil ci-avant indiqué des parties dans le cadre et en conformité de la loi du 26 juin 1953 d'après les pièces requises par la loi.

Signé: A. Della Chà et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 18 février 2015. 2LAC/2015/3616. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015033029/419.

(150037306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

Bulls SR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 193.974.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of November,
Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette,

THERE APPEARED:

Bulls Holding Guernsey Limited, a limited liability company organized under the laws of the Island of Guernsey, with registered office at Level 4 North, St Julian's Court, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 1WA, registered under number 58425,

represented by Thao NGUYEN, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 5 November 2014.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, has declared its intention to incorporate by the present deed a public limited liability company (société anonyme) and to draw up its articles of association as follows:

Title I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form. There exists a public limited liability company (hereafter the "Company") which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Name. The name of the Company is "Bulls SR S.A."

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders (as defined hereinafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, of the Board of Directors (both terms as defined hereafter).

3.4. If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

3.5. The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors may establish branches or offices of representation in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 4. Object.

4.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administer, develop and manage such holding of interests.

4.2. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even if not substantial, or to any company being a direct or indirect shareholder of the Company or to any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

4.3. The Company may subordinate its claims in favour of third parties for the obligations of any such Connected Companies.

4.4. For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

4.5. The Company may in particular enter into the following transactions:

4.5.1. borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds, through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

4.5.2. enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts, liabilities or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

4.5.3. use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

4.6. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at forty thousand Euro EUR (40,000.-) represented by four million (4,000,000) shares having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each (the "Shares") comprising of:

- a) 3,100,000 initial ordinary shares ("Initial Ordinary Shares")
- b) 90,000 class A1 ordinary shares ("Class A1 Ordinary Shares")
- c) 90,000 class A2 ordinary shares ("Class A2 Ordinary Shares")

- d) 90,000 class A3 ordinary shares ("Class A3 Ordinary Shares")
- e) 90,000 class A4 ordinary shares ("Class A4 Ordinary Shares")
- f) 90,000 class A5 ordinary shares ("Class A5 Ordinary Shares")
- g) 90,000 class P1 preference shares ("Class P1 Preference Shares")
- h) 90,000 class P2 preference shares ("Class P2 Preference Shares")
- i) 90,000 class P3 preference shares ("Class P3 Preference Shares")
- j) 90,000 class P4 preference shares ("Class P4 Preference Shares")
- k) 90,000 class P5 preference shares ("Class P5 Preference Shares")

The ordinary shares of class A1 to A5 are hereinafter referred to as the "Ordinary Shares" and the preference shares of class P1 to P5 are hereinafter referred to as the "Preference Shares".

In these Articles, "Share" or "Shares" means any or all of the above classes of shares and "Shareholder" or "Shareholders" means any or all of the holders at the relevant time of the Shares.

6.2 The Company shall have an authorised share capital of eleven million euro (EUR 11,000,000.-), divided into:

- a) 100,000,000 Initial Ordinary Shares
- b) 100,000,000 Class A1 Ordinary Shares
- c) 100,000,000 Class A2 Ordinary Shares
- d) 100,000,000 Class A3 Ordinary shares
- e) 100,000,000 Class A4 Ordinary Shares
- f) 100,000,000 Class A5 Ordinary Shares
- g) 100,000,000 Class P1 Preference Shares
- h) 100,000,000 Class P2 Preference Shares
- i) 100,000,000 Class P3 Preference Shares
- j) 100,000,000 Class P4 Preference Shares
- k) 100,000,000 Class P5 Preference Shares

The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors of the Company is hereby authorised to issue further Initial Ordinary, Ordinary and/or Preference Shares, with or without issue premium, so as to increase the total share capital of the Company by an amount of the authorised share capital.

The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors of the Company, is authorised to determine the conditions attaching to any subscription for such newly issued Initial Ordinary, Ordinary and/or Preference Shares from time to time, to accept subscriptions for such shares, and to accept contributions in cash or in kind as payment of the issue price for such shares.

The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors is further authorised to suppress or suspend the preferential subscription rights of existing shareholders in relation to such new shares.

The authorisation is granted for a term of five (5) years starting from the date of publication of the incorporation deed of the Company in the Mémorial C. This period of authorisation may be extended by resolution of the general meeting of shareholders, in the manner required for the amendment of these articles of association.

In case of an increase of the share capital of the Company by means of using the above-mentioned authorised share capital the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors of the Company shall be authorised to take all necessary measures to fully achieve the capital increase including but not limited to amending these Articles to reflect the change in the share capital before a Luxembourg notary.

6.3 The Company may establish one or more share premium accounts (each a "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share class is to be transferred. Any amount of share premium paid in pertaining to the Share Premium Account in relation to Initial Ordinary Shares shall be allocated to an available premium reserve which shall be at the free disposal of the Company and such premium may be distributed or repaid in any manner to the holders of the Initial Ordinary Shares by decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors. Any amount of share premium paid in pertaining to the Share Premium Account in relation to Ordinary Shares shall be allocated to an available premium reserve which shall be at the free disposal of the Company and such premium may be distributed or repaid in any manner to the holders of the Ordinary Shares by decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors. Any amount of share premium paid into the Share Premium Account related to Preference Shares shall be reserved and attached to the holders of such Preference Shares and shall be distributed or repaid as set out in more detail in Article 15.2 a). Repayment of any share premium is only permitted in provided that the Company has sufficient distributable sums within the meaning of the Law and in accordance with the applicable provisions of the Law.

6.4 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of

Directors subject to the Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

6.5 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles. Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary meetings of the Shareholder(s).

6.6 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more entire classes of Ordinary Shares and/or Preference Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class (es).

6.7 A reduction of share capital of the Company through the repurchase of a class of Ordinary Shares and/or Preference Shares may only be made in the following order:

- a) First, Class P1 Preference Shares;
- b) Second, Class P2 Preference Shares;
- c) Third, Class P3 Preference Shares;
- d) Fourth, Class P4 Preference Shares; and
- e) Fifth, Class P5 Preference Shares.

For the avoidance of doubt the Ordinary Shares may only be repurchased once the Class P5 Preference Shares have been repurchased.

The repurchase of a class of Ordinary Shares may only be made within the following respective periods (the "Class Periods"):

(i) The period for the Class A1 Ordinary Shares is the period starting on the date of incorporation of the Company and ending no later than on 31 December 2015 (the "Class A1 Period");

(ii) The period for the Class A2 Ordinary Shares is the period starting on the day after the Class A1 Period and ending on no later than 31 December 2016 (the "Class A2 Period");

(iii) The period for the Class A3 Ordinary Shares is the period starting on the day after the Class A2 Period and ending no later than on 31 December 2017 (the "Class A3 Period");

(iv) The period for the Class A4 Ordinary Shares is the period starting on the day after the Class A3 Period and ending no later than on 31 December 2018 (the "Class A4 Period"); and

(v) The period for the Class A5 Ordinary Shares is the period starting on the day after the Class A4 Period and ending on no later than 31 December 2019 (the "Class A5 Period").

6.8 In the event a class of Ordinary Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the repurchase and cancellation of such class of Ordinary Shares can be made during a new period (the "New Period") which shall start on the date after the last Class Period applicable to the Ordinary Shares, respectively (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class A5 Period and the class of Ordinary Shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A1 to class A5 respectively (to the extent not previously repurchased and cancelled) subject to the limitations prescribed under Article 15.2 c.

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of Ordinary Shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of Ordinary Shares and shall continue to end on the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period).

6.9 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of a class of Ordinary Shares, such class of Ordinary Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount 2 (with the limitation however to the Total Cancellation Amount) and the holders of the repurchased and cancelled class of Ordinary Shares shall be entitled to an amount equal to the Cancellation Value Per Share for repurchased and cancelled Ordinary Share plus any pro rata to their holding in the Class P5 Preference Shares in any Catch Up Amount not yet paid.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of a class of Preference Shares, such class of Preference Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount 1 (with the limitation however to the Total Cancellation Amount) and the holders of the repurchased and cancelled class of Preference Shares shall be entitled to an amount equal to the Cancellation Value Per Share for repurchased and cancelled Preference Share.

6.10 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board of Directors on the basis of the relevant Interim Accounts and, in relation to the Preference Shares, taking into account also the provisions of Article 15.2 below. The Total Cancellation Amount for each relevant class of shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than the

Available Amount. Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant class of shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

6.11 For the purposes of these Articles, the following words shall have the following definitions:

"Available Amount 1" means to the extent permitted by Law, the sum of (i) the amount of share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled, (ii) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve paid in relation to the class to be repurchased, (iii) Preferred Dividends (including any Special Preferred Dividend Reserves and Catch Up Amount) relating to the class of Preference Shares repurchased, and (iv) if applicable, the Catch-Up Amount which had not been paid to the holders of the classes of the Preference Shares previously redeemed.

"Available Amount 2" means the total amount of net profits attributable to that class of shares (including carried forward profits of shares) increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve in relation to the Ordinary Shares), (ii) as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) expressed as a positive and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or of these articles of association or in the reasonable opinion of the Board of Directors set aside to cover running costs of the Company, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (iii) any dividends to which is entitled the holder(s) of the Initial Ordinary Shares and Ordinary shares still outstanding pursuant to the Articles and (iv) by Available Amount 1 so that:

$$AA2 = (NP+P+ CR) - (L +LR +PR + OD +AA1)$$

Whereby:

AA2 = Available Amount 2;

NP = net profits (including carried forward profits);

P = freely distributable share premium and reserves;

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law;

L = losses (including carried forward losses if any) expressed as a positive;

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or of the articles of association;

PR = sums set aside to cover running costs of the Company in the reasonable opinion of the Board of Directors;

OD = any dividends to which is entitled the holder(s) of the Initial Ordinary Shares and Ordinary Shares still outstanding pursuant to the Articles; and

AA1 = Available Amount 1.

"Cancellation Value Per Share" means the cancellation amount per share within the relevant class to be paid to the shareholders.

"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Accounts Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares.

"Total Cancellation Amount" means the amount to be paid as the redemption price for the class of shares so redeemed. The Available Amount, as the case may be, shall be determined by the Board of Directors, in good faith and within the best corporate interest of the Company and always in accordance with Law. For the avoidance of doubt, the Board of Directors may determine at its sole discretion to include or exclude in its determination of the Available Amount, as the case may be, the share premium paid in either in part or in totality.

Art. 7. Shares.

7.1. Each Share is entitled to one vote. The Shares may be represented, at the owner's option, by certificates representing a single Share or certificates representing two or more Shares.

7.2. The Shares may be in registered form only.

7.3. The Company may, to the extent and under the terms permitted by Law, purchase its own Shares.

7.4. The corporate capital of the Company may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

Title III. - Management.

Art. 8. Management.

8.1. The Company may be managed by one director (the "Sole Director"), whether Shareholder or not, as long as it has a sole Shareholder. In case there are several Shareholders, the Company shall be managed by a board of directors comprising at least three (3) members and of up to six (6) members, whether Shareholders or not (the "Board of Directors", each member individually, a "Director"), consisting of up to three (3) category A and up to three (3) category B Directors.

The shareholder holding Initial Ordinary Shares on the date of incorporation of the Company shall have the right to propose candidates to be elected as category A and category B Directors. Holders of Preference Shares shall have the right to propose candidates to be elected as category B Directors.

The Directors are appointed for a period not exceeding six (6) years by the general meeting of Shareholders, which may at any time remove them. Directors may be re-elected.

8.2. The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of Shareholders.

Art. 9. Meeting of the board of directors.

9.1. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman (the "Chairman"), who shall be one of the category A directors.

9.2. The Board of Directors convenes upon call by the Chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two Directors request so. In case all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

9.3. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail, or letter another Director as his proxy.

9.4. Meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg. The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members including all category A directors is present either in person or by proxy. Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the Directors present either in person or by proxy at such meeting. Each Director has one vote. The Chairman has a casting vote. In case the Chairman is represented by another category A director such representing other category A director is empowered to exercise the casting vote of the chairman.

9.5. Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone and videoconference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

9.6. Written resolutions signed by all the members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication. Written resolutions shall however only be permitted urgency situations and may not be used more than once per calendar year.

9.7. The minutes of a meeting of the Board of Directors may be signed (i) by all Directors present or represented at the meeting, or (ii) by any two Directors (one being a category A and one a category B Director) present or represented at the meeting, or (iii) by the Chairman and the secretary if appointed at the meeting of the Board of Directors or (iv) by any person to whom such powers have been delegated by the Board of Directors at such meeting of the Board of Directors.

9.8. Extracts of board minutes shall be signed by the joint signature of any category A and category B Director or by any person nominated by any Director or during a meeting of the Board of Directors.

9.9. In case of a Sole Director, the resolutions of the Sole Director shall be documented in writing.

Art. 10. Powers.

10.1. The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company. All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors.

10.2. The Company will be bound in any circumstances by the sole signature of its Sole Director or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of at least one category A Director and one category B Director, or by the sole signature of the person in charge of the daily management of the Company, as far as the daily management is concerned, unless special decisions have been taken concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors pursuant to article 11 of the Articles.

10.3. Any litigation involving the Company, either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Sole Director or by the Board of Directors, represented by its Chairman or by the Director delegated for this purpose.

10.4 The Sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the Board of Directors showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established

by the Law or by the Articles. In addition, the content of article 15.2 below needs to be followed when paying interim dividends.

Art. 11. Delegations.

11.1. The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more persons, whether Directors or not.

11.2. He/it may also commit the management of a special branch of the Company to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxy-holders, whether a Director or Shareholder or not.

Title IV. - Supervision

Art. 12. Supervision. Except where according to the Law the Company's annual accounts must be audited by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé), the Company's annual accounts shall be reviewed by one or several supervisory commissioners (commissaires aux comptes), appointed by the general meeting of the Shareholders, which will fix their number and its/their remuneration, as well as the term of its/their office, which must not exceed six (6) years.

Title V. - General meeting of shareholders

Art. 13. Powers - Holding of general meetings.

13.1. The Sole Shareholder shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under Section IV § 5 of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes. In such case and where the term Sole Shareholder is not expressly mentioned in the Articles, a reference to the general meeting of Shareholders used in the Articles is to be construed as a reference to the Sole Shareholder.

13.2. In case there is more than one Shareholder, resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of the Shareholders.

13.3. If all the Shareholders are present or represented and informed of the agenda of the meeting, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4. General meetings of Shareholders shall be held in Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

13.5. Each Shareholder may participate in any general meeting of Shareholders by telephone or videoconference or by any similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, and to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

13.6. Except as otherwise provided by the Law or the Articles, the resolutions shall be validly taken by the simple majority of voting rights being present or duly represented at a general meeting of Shareholders always including the voting rights of the holder of Initial Ordinary Shares on the date of incorporation of the Company.

13.7. Subject to the provisions of the Law, an amendment to the Articles requires a resolution of the general meeting of Shareholders adopted with a majority of two thirds (2/3) of the votes validly cast at a meeting (including the votes of the holder of Initial Ordinary Shares at the incorporation of the Company) where at least half (1/2) of the Company's corporate share capital is present or represented. In case the necessary quorum is not reached at a first general meeting a second general meeting will be convened at which the resolution will be passed by a majority of two third (2/3) of the votes validly cast at the meeting (including the votes of the holder of Initial Ordinary Shares at the incorporation of the Company) regardless of the portion of the corporate capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

13.8. The annual general meeting of Shareholders will be held at the registered office or at such other place in the municipality of the registered office as specified in the convening notice on the fourth Thursday of June at 11.30 a.m. Luxembourg time of each year.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting of Shareholders will be held on the next following business day.

Title VI. - Financial year - Allocation of profits

Art. 14. Financial year. The financial year of the Company starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Profits - Reserves - Distribution.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with law applicable in Luxembourg, five per cent (5%) shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth (10%) of the Company's nominal capital.

15.2 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholder(s) in accordance with the following provisions of this Article 15.2.

a) The holders of each class of the Preference Shares are entitled to annual preferential dividends (the "Preferred Dividends") calculated out of (i) the share capital originally contributed to such class of Preference Shares, comprising the nominal value of the relevant Preference Shares and the related share premium (not yet repaid) (the "Preferred Share Amount") as well as of (ii) the Preferred Dividends attributable to such class of Preference Shares not distributed in previous years (the "Special Preferred Dividends Reserve"), at the following annual rate:

- the holders of class P1 Preference Shares shall be entitled to receive dividend distributions in an amount of 9.9 % of the Preferred Share Amount and of the Special Preferred Dividends Reserve pertaining to the class P1 Preference Shares, then,

- the holders of class P2 Preference Shares shall be entitled to receive dividend distributions in an amount of 9.95 % of the Preferred Share Amount and of the Special Preferred Dividends Reserve pertaining to the class P2 Preference Shares, then,

- the holders of class P3 Preference Shares shall be entitled to receive dividend distributions in an amount of 10 % of the Preferred Share Amount and of the Special Preferred Dividends Reserve pertaining to the class P3 Preference Shares, then,

- the holders of class P4 Preference Shares shall be entitled to receive dividend distributions in an amount of 10.05 % of the Preferred Share Amount and of the Special Preferred Dividends Reserve pertaining to the class P4 Preference Shares, then,

- the holders of class P5 Preference Shares shall be entitled to receive dividend distributions in an amount of 10.1 % of the Preferred Share Amount and of the Special Preferred Dividends Reserve pertaining to the class P5 Preference Shares, then,

To the extent that the Preferred Dividends are not distributed in any year, despite the existence of profits available for that purpose, the amount of the Preferred Dividends (i) shall be allocated to the Special Preferred Dividends Reserve of each of the Preference Shares classes and (ii) shall be available for preference distributions to the holders of the respective Preference Shares at the time of the next distribution of dividends of the Company, subject to the shareholders' approval in a shareholder's resolution.

If the Preferred Dividends are not distributed in full or have been distributed only in part during one or more particular years, the entitlement to full annual Preferred Dividends shall continue to accrue until it is completely paid. If and to the extent that, subsequently, profits are made, the entitlement to a full Preferred Dividend accrues and becomes payable, putting the holder in a position as if the full Preferred Dividend would have accrued in each year (the "Catch-Up Amount"). In any case, dividends can only be distributed and shares redeemed following a respective shareholders' resolution or resolution of the Sole Director or, in case of plurality of directors, of the Board of Directors and only to the extent that the Company has distributable sums within the meaning of the Law and in accordance with the applicable provisions of such law.

b) Secondly, the holders of the class A1 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing 0.25% of the nominal value of the class A1 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of the class A2 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing 0.30% of the nominal value of the class A2 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of class A3 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing 0.35% of the nominal value of the class A3 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of the class A4 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing 0.40% of the nominal value of the class A4 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of the class A5 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing 0.45% of the nominal value of the class A5 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of the Initial Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing 0.50% of the nominal value of the Initial Ordinary Shares issued by the Company.

For the avoidance of doubt, the payments to be made under (b) are to be made on a pari passu basis between the holders of the classes of Initial Ordinary Shares and Ordinary Shares.

The remainder of any dividend distribution shall be then allocated pro rata to the Ordinary Shares.

Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors is authorized to declare and pay interim dividends to the shareholder(s) in accordance with the distribution provisions described in the preceding provisions of this Article 15.2 before the end of the financial year and in accordance with the applicable legal provisions.

c) For the avoidance of doubt, the holders of the Initial Ordinary Shares and Ordinary Shares shall be entitled to receive a dividend or interim dividend, including any repayment of share capital, only if either (i) such dividend or interim dividend has been approved by a respective shareholders' resolution with a three-quarter (75% majority of all holders of Preference Shares or if (ii) (a) all dividend distributions arising under this Article 15.2 in relation to the Preference Shares have been fully paid to the holders of the Preference Shares in numerical order (e.g. initially Class P1 Preference Shares); and (b) all the issued Preference Shares have been redeemed and any share premium contributed in connection with the Preference Shares has been fully repaid to the holder of the Preference Shares in numerical order (e.g. initially Class P1 Preference Shares).

Title VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders. If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by general meeting of Shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title VIII. - Applicable law

Art. 17. Applicable law. All matters not governed by the Articles are to be construed in accordance with the Law.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the 31st of December 2014.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire capital as follows:

Bulls Holding Guernsey Limited, prenamed, has subscribed to:

- a) 3,100,000 initial ordinary shares ("Initial Ordinary Shares")
- b) 90,000 class A1 ordinary shares ("Class A1 Ordinary Shares")
- c) 90,000 class A2 ordinary shares ("Class A2 Ordinary Shares")
- d) 90,000 class A3 ordinary shares ("Class A3 Ordinary Shares")
- e) 90,000 class A4 ordinary shares ("Class A4 Ordinary Shares")
- f) 90,000 class A5 ordinary shares ("Class A5 Ordinary Shares")
- g) 90,000 class P1 preference shares ("Class P1 Preference Shares")
- h) 90,000 class P2 preference shares ("Class P2 Preference Shares")
- i) 90,000 class P3 preference shares ("Class P3 Preference Shares")
- j) 90,000 class P4 preference shares ("Class P4 Preference Shares")
- k) 90,000 class P5 preference shares ("Class P5 Preference Shares")

TOTAL:

Four million (4,000,000) Shares at a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

The Shares have been fully paid up by a contribution in cash of forty thousand Euro (EUR 40,000.-) and such amount is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organization, are estimated at approximately 1,500.- Euro.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of 10 August 1915, concerning commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is located at 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. The following persons have been appointed as category A Directors of the Company for six years:

Mr. Karl Heinz HERRER, born on 19 August 1966 in Munich, Germany, with professional address at 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; and

Ms. Andrea PABST, born on 6 April 1974, in Gladbeck, Germany, with professional address at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; and

3. The following person have been appointed as category B Director of the Company for six years:

Mr. Jens HOELLERMANN, born on 26 July 1971, in Oberhausen, Germany, with professional address at 25, Rue Général Patton, L-2317 Howald

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Follows the German Translation of Above Text

Im Jahre zweitausendvierzehn, am sechsten November,
vor dem Notar Maître Francis KESSELER, mit notarieller Anschrift in Esch-sur-Alzette
ist erschienen

Bulls Holding Guernsey Limited, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem Recht der Insel Guernsey, mit Gesellschaftssitz in Level 4 North, St Julian's Court, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 WA und eingetragen unter der Nummer 58425,

vertreten durch Thao NGUYEN, Rechtsanwältin, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund einer am 5. November 2014 erteilten Bevollmächtigung.

Diese Vollmacht wird, nach Zeichnung ne varietur durch die/den Bevollmächtigte(n) der erschienenen Partei, durch den unterzeichnenden Notar der vorliegenden Urkunde beigelegt und bleibt dieser Urkunde beigelegt um bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei, welche wie oben beschrieben vertreten ist, beabsichtigt durch die vorliegende Urkunde eine Aktiengesellschaft (société anonyme) zu gründen und ihre Satzung wie folgt festzusetzen:

Titel I. - Gesellschaftsform, Name, Eingetragener Sitz, Gesellschaftszweck, Dauer

Art. 1. Gesellschaftsform. Es existiert eine Aktiengesellschaft (nachfolgend die „Gesellschaft“), die dem für solche Gesellschaften anzuwendenden Recht, und insbesondere dem Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 wie von Zeit zu Zeit abgeändert (nachfolgend das „Gesetz“) sowie der vorliegenden Gesellschaftssatzung (nachfolgend die „Satzung“) unterliegt.

Art. 2. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „Bulls SR S.A.“

Art. 3. Gesellschaftssitz.

3.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg.

3.2. Er kann durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter (wie nachfolgend definiert) an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, sofern der Beschluss in Übereinstimmung mit den in dieser Satzung vorgesehenen Bestimmungen über die Satzungsänderung getroffen wurde.

3.3. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Einzigen Vorstandsmitglieds, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, dem Vorstand (beide Begriffe wie nachfolgend definiert) innerhalb von Luxemburg-Stadt verlegt werden.

3.3 Sofern außergewöhnliche politische oder ökonomische Situationen auftreten oder bevorstehen, oder welche die normale Aktivität am eingetragenen Sitz, oder durch einfache Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Gesellschaftssitz übergangsweise ins Ausland verlegt werden, bis zur vollständigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände.

3.4 Das Einzige Vorstandsmitglied, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern der Vorstand kann Zweigniederlassungen oder Repräsentanzen im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichten.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Der Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition oder das Halten von, direkten oder indirekten, Beteiligungen in jeglicher Art an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften durch die Zeichnung oder Akquisition von jeglichen Sicherheiten und Rechten durch Teilnahme, Einlage, Unterzeichnung, Gesellschafts Kauf oder Option, Verhandlung oder in jeder anderen Art, oder durch Finanzschuldinstrumente in jeder Art, und das Halten solcher Beteiligungen und diese zu verwalten, zu entwickeln und zu steuern.

4.2 Die Gesellschaft kann zusätzlich entweder durch Darlehen, Garantien oder in anderer Art und Weise ihren Tochtergesellschaften oder Gesellschaften, in welchen sie direkte oder indirekte Beteiligungen hält, selbst wenn diese nicht substantiell sind, oder jeder Gesellschaft, welche ein direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder an jede Gesellschaft, die zur gleichen Gruppe wie die Gesellschaft angehört (nachfolgend die „Verbundenen Gesellschaften“), Unterstützung leisten. Auf untergeordneter Basis einer solchen Unterstützung kann die Gesellschaft auch administrative oder marketingbezogene Unterstützung ihren Verbundenen Gesellschaften leisten.

4.3 Die Gesellschaft kann ihre Forderungen zugunsten von Verpflichtungen eines jedes Verbundenen Unternehmen Dritten gegenüber unterordnen.

4.4. Für die Zwecke dieser Satzung, soll eine Gesellschaft als Teil der gleichen „Gruppe“ wie die Gesellschaft angesehen werden, wenn eine solche Gesellschaft direkt oder indirekt Eigentümer ist, der Gesellschaft gehört, von ihr kontrolliert, oder unter gemeinsamer Kontrolle der Gesellschaft steht, oder durch einen Gesellschafter der Gesellschaft kontrolliert wird, sei es als Nutzungsberechtigter oder als Treuhänder, Vormund oder anderer Sachwalter. Eine Gesellschaft soll dann unter der Kontrolle einer anderen Gesellschaft unterstehen, wenn die kontrollierende Gesellschaft das gesamte oder

wesentliche Gesellschaftskapital der Gesellschaft indirekt oder direkt besitzt, oder das Recht besitzt, die Geschäftsführung oder die Richtlinien der anderen Gesellschaft, sei es durch die Ausübung von Stimmrechten, zu bestimmen oder zu erwirken.

4.5 Die Gesellschaft soll zudem folgende Transaktionen eingehen können:

4.5.1 Geld in jeder Art zu leihen oder jede Form von Darlehen zu erhalten und Gelder, durch einschließlich, jedoch ohne Beschränkung, durch die Ausgabe von Anleihen, Schuldscheinen, Schuldbriefen, Zertifikaten und anderen Schuldinstrumenten oder Eigenkapitalinstrumenten, wandelbar oder nicht, oder durch die Nutzung von Finanzderivativen oder ähnlichem einzusammeln;

4.5.2 in jede Garantie, Verpfändung oder jede andere Form von Sicherung einzutreten, entweder durch eigenen Vertrag oder durch Grundschulden oder durch vollständiges oder teilweises in Rechnung stellen jeder Unternehmungen, (aktueller oder zukünftiger) Vermögenswerte, oder durch alle oder einiger solcher Methoden, um die Durchführung eines jeden Vertrags, Verbindlichkeit oder Verpflichtung der Gesellschaft und einer jeden Verbundenen Gesellschaft, oder eines Vorstandsmitglieds, Verwalter oder anderen Agenten der Gesellschaft oder einer Verbundenen Gesellschaft, innerhalb der Grenzen einer jeden anwendbaren Rechtsvorschrift vorzunehmen; und

4.5.3 alle Techniken und Mittel zu nutzen, um effizient ihre Investitionen zu verwalten und sich selbst gegen Kreditrisiken, Währungsabfall, Zinsratenrisiken und andere Risiken zu schützen.

4.6 Im Weiteren, kann die Gesellschaft alle rechtlichen, kommerziellen, technischen, und finanziellen Transaktionen ausüben und grundsätzlich alle Transaktionen durchführen, welche notwendig oder nützlich ist um den Gesellschaftszweck zu erreichen und außerdem alle direkt oder indirekt mit den oben genannten Bereichen verbundene Transaktionen durchführen, um die Durchführung des Gesellschaftszwecks in allen oben beschriebenen Bereichen zu erleichtern.

Art. 5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Titel II. - Kapital - Aktien

Art. 6. Kapital.

6.1 Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf vierzigtausend Euro (EUR 40.000,-) unterteilt in vier Millionen (4.000.000) Aktien mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0,01)(die „Aktien“) bestehend aus:

- a) 3.100.000 ursprüngliche Stammaktien (die „Ursprünglichen Stammaktien“)
- b) 90.000 Klasse A1 Stammaktien (die „Klasse A1 Stammaktien“)
- c) 90.000 Klasse A2 Stammaktien (die „Klasse A2 Stammaktien“)
- d) 90.000 Klasse A3 Stammaktien (die „Klasse A3 Stammaktien“)
- e) 90.000 Klasse A4 Stammaktien(die „Klasse A4 Stammaktien“)
- f) 90.000 Klasse A5 Stammaktien (die „Klasse A5 Stammaktien“)
- g) 90.000 Klasse P1 Vorzugsaktien (die „ Klasse P1 Vorzugsaktien“)
- h) 90.000 Klasse P2 Vorzugsaktien (die „Klasse P2 Vorzugsaktien“)
- i) 90.000 Klasse P3 Vorzugsaktien (die „Klasse P3 Vorzugsaktien“)
- j) 90.000 Klasse P4 Vorzugsaktien (die „Klasse P4 Vorzugsaktien“)
- k) 90.000 Klasse P5 Vorzugsaktien (die „Klasse P5 Vorzugsaktien“)

Die Stammaktien der Klassen A1 bis A5 werden nachfolgend als die „Stammaktien“ und die Vorzugsaktien der Klassen P1 bis P5 werden im Folgenden als die „Vorzugsaktien“ bezeichnet.

In dieser Satzung, bezeichnet „Aktie“ oder „Aktien“ alle der oben genannten Aktien und „Gesellschafter“ meint jeden oder alle Halter der Aktien in der betreffenden Zeit.

6.2 Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Kapital in Höhe von elf Millionen Euro (EUR 11.000.000.000,-) eingeteilt in:

- l) 100,000,000 Ursprüngliche Stammaktien
- m) 100,000,000 Klasse A1 Stammaktien
- n) 100,000,000 Klasse A2 Stammaktien
- o) 100,000,000 Klasse A3 Stammaktien
- p) 100,000,000 Klasse A4 Stammaktien
- q) 100,000,000 Klasse A5 Stammaktien
- r) 100,000,000 Klasse P1 Vorzugsaktien
- s) 100,000,000 Klasse P2 Vorzugsaktien
- t) 100,000,000 Klasse P3 Vorzugsaktien
- u) 100,000,000 Klasse P4 Vorzugsaktien
- v) 100,000,000 Klasse P5 Vorzugsaktien

Das Einzige Vorstandsmitglied, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, der Vorstand ist ermächtigt, weitere Ursprüngliche Stammaktien, Stammaktien und/oder Vorzugsaktien mit oder ohne Aktienagio, auszugeben, um das gesamte Kapital der Gesellschaft bis zu dem Betrag des genehmigten Kapitals zu erhöhen.

Das Einzige Vorstandsmitglied, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, der Vorstand ist ermächtigt, die Bedingungen für die Zeichnung weiterer, unter dem genehmigten Kapital auszugebender, Ursprüngliche Stammaktien, Stammaktien und/oder Vorzugsaktien zu bestimmen, Zeichnungen für diese Aktien zu akzeptieren, und Bareinzahlungen sowie Sacheinlagen hinsichtlich der Zeichnung dieser Aktien als Zahlung des Ausgabepreises entgegenzunehmen.

Das Einzige Vorstandsmitglied, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, der Vorstand ist ermächtigt, zu entscheiden, Vorkaufs- bzw. Vorzugsrechte für die im Rahmen des genehmigten Kapitals neu auszugebenden Aktien auszusetzen oder aufzuheben.

Die Ermächtigung ist gültig für eine Dauer von fünf (5) Jahren ab dem Tag der Veröffentlichung der Gründungsurkunde der Gesellschaft im Mémorial C. Die Ermächtigungsperiode kann durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschaft, erlassen unter Beachtung der für die Abänderung der Satzung notwendigen Quorums- und Mehrheitsverhältnissen, erweitert werden

Im Falle der Erhöhung des Gesellschaftskapitals durch das oben beschriebene genehmigte Kapital, sollen das Einzige Vorstandsmitglied, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, der Vorstand dazu befugt sein, alle notwendigen Maßnahmen ergreifen können um die Kapitalerhöhung zu bewirken und einschließlich jedoch ohne diese Satzung abzuändern diese Änderung des Kapitals vor einem luxemburgischen Notar widerzuspiegeln.

6.3 Die Gesellschaft kann ein Agio-Konto oder mehrere Agio-Konten (jedes davon ein „Agiokonto“) errichten, auf welchen jede auf eine Aktie bezahlte Prämie zu übertragen ist. Jede zum Agio-Konto zugehörige auf eine Ursprüngliche Stammaktie gezahlte Prämie soll einer verfügbaren Agio-Rücklage zugewiesen werden, über welche die Gesellschaft frei verfügen können soll und eine solche Prämie soll den Inhabern der Ursprünglichen Stammaktien in beliebiger Weise durch Beschluss des Einzigen Vorstandsmitglieds, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, des Vorstands zurückgezahlt oder ausgeschüttet werden. Jede zum Agio-Konto zugehörige auf eine Stammaktie gezahlte Prämie soll einer verfügbaren Agio-Rücklage zugewiesen werden, über welche die Gesellschaft frei verfügen können soll und eine solche Prämie soll den Inhabern der Stammaktie in beliebiger Weise durch Beschluss des Einzigen Vorstandsmitglieds, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, des Vorstands zurückgezahlt oder ausgeschüttet werden. Jeder zum Agio-Konto zugehörige auf eine Vorzugsaktie gezahlte Prämie soll den Inhabern von solchen Vorzugsaktien vorbehalten und zugeordnet werden und soll auf die in Artikel 15.2 a) ausführlicher beschriebene Art in dem Maße verteilt oder zurückgezahlt werden, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft über ausreichend ausschüttbare Beträge im Sinne des Gesetzes und in Übereinstimmung mit den Regelungen des Gesetzes verfügt.

6.4 Die Gesellschaft kann, ohne Beschränkung, Eigenkapital oder sonstige Einlagen akzeptieren, ohne Aktien oder andere Sicherheiten in Bezug auf die Einlagen auszugeben und kann die Einlagen auf einem oder mehreren Konten einbuchen. Die Entscheidungen über die Nutzung eines solchen Agio-Kontos müssen von dem Einzigen Vorstandsmitglied, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, dem Vorstand getroffen werden und unterliegen dieser dem Gesetz und dieser Satzung. Um jedoch jegliche Unklarheit auszuschließen, kann - muss jedoch nicht - eine solche Entscheidung dem Einlagenbringer in Bezug auf die eingezahlte Einlage überlassen werden.

6.5 Jede Aktie besitzt die gleichen Rechte, sofern nicht in dieser Satzung etwas anderes bestimmt ist. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme bei ordentlichen oder außerordentlichen Hauptversammlungen der Gesellschafter.

6.6 Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch Aufhebung von einer oder mehreren vollständigen Klassen von Stammaktien und/oder Vorzugsaktien durch Rückkauf und Aufhebung aller in (einer) solchen Klasse(n) ausgegebenen Aktien reduziert werden.

6.7 Eine Reduzierung des Stammkapitals der Gesellschaft durch den Rückkauf von Stammaktien und/oder Vorzugsaktien kann nur in der folgenden Reihenfolge stattfinden:

- a) Erstens, Klasse P1 Vorzugsaktien;
- b) Zweitens, Klasse P2 Vorzugsaktien;
- c) Drittens, Klasse P3 Vorzugsaktien;
- d) Viertens, Klasse P4 Vorzugsaktien; und
- e) Fünftens, Klasse P5 Vorzugsaktien.

Um jeglichen Zweifeln vorzubeugen, dürfen Stammaktien nur zurückgekauft werden, nachdem die Klasse P5 Vorzugsaktien zurückgekauft wurden.

Der Rückkauf einer Klasse der Stammaktien darf nur in den folgenden jeweiligen Zeiträumen erfolgen (die „Klassen - Zeiträume“).

(i) Der Zeitraum für die Klasse A1 Stammaktien ist der Zeitraum, welcher am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2015 endet (der „Klasse A1 - Zeitraum“);

(ii) Der Zeitraum für die Klasse A2 Stammaktien ist der Zeitraum, welcher am Tag nach dem Ende des Klasse A1 - Zeitraums beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2016 endet (der „Klasse A2 - Zeitraum“);

(iii) Der Zeitraum für die Klasse A3 Stammaktien ist der Zeitraum, welcher am Tag nach dem Ende des Klasse A2 - Zeitraums beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2017 endet (der „Klasse A3 - Zeitraum“);

(iv) Der Zeitraum für die Klasse A4 Stammaktien ist der Zeitraum, welcher am Tag nach dem Ende des Klasse A3 - Zeitraums beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2018 endet (der „Klasse A4 - Zeitraum“); und

(v) Der Zeitraum für die Klasse A5 Stammaktien ist der Zeitraum, welcher am Tag nach dem Ende des Klasse A4 - Zeitraums beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2019 endet (der „Klasse A5 - Zeitraum“).

6.8 Für den Fall, in welchen eine Klasse an Stammaktien nicht in dem relevanten Klasse - Zeitraum zurückgekauft und aufgehoben wurden, kann der Rückkauf und die Aufhebung einer solchen Klasse von Stammaktien innerhalb eines neuen Zeitraums (der „Neue Zeitraum“) stattfinden, welcher an dem Datum nach dem letzten Klasse - Zeitraum in Bezug auf die Stammaktien, bzw. (sofern dies der Fall sein sollte, dem Datum nach dem Ende des unmittelbar vorangegangenen neuen Zeitraums einer anderen Klasse) beginnen und spätestens ein (1) Jahr nach dem Beginn eines solchen neuen Zeitraums enden. Der erste neue Zeitraum soll an dem Datum nach dem Ende des Klasse A5 - Zeitraums beginnen und die Klassen von nicht in dem entsprechenden jeweiligen Klassen - Zeitraum zurückgekauften und aufgehobenen Stammaktien sollen in der entsprechenden Reihenfolge von Klasse A1 bis Klasse A5 (in dem bisher nicht zurückgekauften oder aufgehobenen Maß) gemäß den in Artikel 15.2 c beschriebenen Beschränkungen folgen.

Um jeglichen Zweifeln vorzubeugen, für den Fall, dass ein Rückkauf und eine Aufhebung einer Klasse von Stammaktien vor dem letzten Tag von deren entsprechendem Klasse-Zeitraum erfolgt (oder falls dies der Fall sein sollte, des neuen Zeitraums), soll der folgende Klasse-Zeitraum (oder falls dies der Fall sein sollte, der Neue Zeitraum) am Tag nach dem Rückkauf und der Aufhebung einer solchen Klasse von Stammaktien beginnen und bis zum Ende des letztes Tages seines entsprechenden Klasse-Zeitraums (bzw. neuen Zeitraums) weitergehen.

6.9 Im Falle einer Reduzierung des Stammkapitals durch den Rückkauf und die Aufhebung einer Klasse von Stammaktien, verleiht diese Klasse von Stammaktien an deren Inhaber pro rata zu ihrer Inhaberschaft in einer solchen Klasse das Recht auf den Verfügbaren Betrag 2 (jedoch mit der Beschränkung auf den Gesamtaufhebungsbetrag) und die Inhaber der zurückgekauften und aufgehobenen Klasse von Stammaktien sollen für jeden zurückgekauften und aufgehobenen Stammanteil das Recht auf einen dem Aufhebungswert pro Anteil entsprechenden Betrag haben, und zusätzlich, pro rata zu ihrer Inhaberschaft in der Klasse P2 Vorzugsaktien, auf jeden noch nicht bezahlten Nachholbetrag.

Im Falle einer Reduzierung des Stammkapitals durch den Rückkauf und die Aufhebung einer Klasse von Vorzugsaktien, verleiht diese Klasse von Vorzugsaktien an deren Inhaber pro rata zu ihrer Inhaberschaft in einer solchen Klasse das Recht auf den Verfügbaren Betrag 1 (jedoch mit der Beschränkung auf den Gesamtaufhebungsbetrag) und die Inhaber der zurückgekauften und aufgehobenen Klasse von Vorzugsaktien sollen für jeden zurückgekauften und aufgehobenen Stammanteil das Recht auf einen dem Aufhebungswert pro Anteil entsprechenden Betrag haben.

6.10 Der Aufhebungswert pro Anteil wird errechnet, indem der Gesamtaufhebungsbetrag durch die Zahl an ausgegebenen, in der zurückzukaufenden oder aufzuhebenden Klasse von Aktien, geteilt wird. Der Gesamtaufhebungsbetrag soll ein durch den Vorstand, auf der Grundlage der entsprechenden Zwischenkonten, und bezüglich der Vorzugsaktien auch die Bestimmungen des untenstehenden Artikels 15.2 berücksichtigend, bestimmter Betrag sein. Der Gesamtaufhebungsbetrag für jede relevante Klasse an Aktien soll der Verfügbare Betrag der entsprechenden Klasse zum Zeitpunkt des Rückkaufs und der Aufhebung der jeweiligen Klasse an Aktien sein, jedoch vorausgesetzt, dass der Gesamtaufhebungsbetrag niemals höher ist als der Verfügbare Betrag. Bis zum Rückkauf und zur Aufhebung der Aktien der entsprechenden Klasse von Aktien wird der Aufhebungswert pro Anteil für die Gesellschaft fällig und zahlbar werden.

6.11 Zum Zwecke dieser Satzung sollen die folgenden Begriffe die folgenden Definitionen haben:

„Verfügbare Betrag 1“ bedeutet in dem nach dem Gesetz erlaubten Ausmaß, die Summe (i) des Betrages aus der Reduzierung des Stammkapitals und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklage in Bezug auf die Klasse der aufzuhebenden Vorzugsaktien, (ii) alle freien ausschüttbaren Rücklagen (einschließlich zur Vermeidung jeglichen Zweifels die Rücklagen des gezahlten Agio in Bezug auf die Klasse, die zurückgekauft werden sollte, (iii) Vorzugsdividenden (einschließlich jeder Rücklage des Agios) in Bezug auf die Klasse von zurückgekauften Vorzugsaktien, (iii) Vorzugsdividenden (einschließlich jeder Rücklage von Spezial Vorzugsdividenden und des Nachholbetrags) und (iv) falls anwendbar, der Nachholbetrag der nicht an die Inhaber der Klassen der Vorzugsaktien, welche zuvor nicht ausbezahlt wurden, ausbezahlt wurde.

„Verfügbare Betrag 2“ meint den gesamten Betrag des Netto-Ertrags zurechenbar zu der Klasse von Aktien (einschließlich des Gewinnvortrags der Aktien) erhöht durch (i) alle freien ausschüttbaren Rücklagen (einschließlich zur Vermeidung jeglichen Zweifels der Agio-Reserve in Bezug auf die Stammaktien), (ii) gegebenenfalls, durch den Betrag der Reduzierung des Stammkapitals und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklagen in Bezug auf die aufzuhebende Klasse von Aktien in dem Maß, welcher den verfügbaren Mengen im Einklang mit dem Gesetz entspricht, jedoch vermindert um (i) jeden als positiv ausgedrückten Verlusten (einschließlich den Verlustvorträgen) und (ii) alle Summen, die aufgrund von gesetzlichen Bestimmungen oder aufgrund dieser Satzung in Rücklage(n) eingelegt werden sollten oder aufgrund der vernünftigen Meinung des Vorstands beiseite gelegt wurden, um laufende Kosten der Gesellschaft zu decken, jedes Mal wie in den relevanten Zwischenkonten aufgeführt (jedoch um jeden Zweifel zu vermeiden, jedes doppelt gezählt), (iii) alle Dividenden, welche den/die Inhaber von nach wie vor ausstehenden Ursprünglichen Aktien und Stammaktien aufgrund der Satzung berechtigen und (iv) durch den Verfügbaren Betrag 1 so dass:

$$AA2 = (NP+P+ CR) - (L +LR +PR + OD +AA1)$$

Wobei:

AA2 = Verfügbare Betrag 2;

NP = Netto-Erträge (einschließlich Gewinnvortrag);

P = frei ausschüttbare Agio und Rücklagen;

CR = der Betrag aus der Reduzierung des Gesellschaftsvermögens und der gesetzlichen Rücklagen in Bezug auf die aufzuhebenden Klassen - Aktien in dem Maß zu welchen er mit dem im Einklang dem Gesetz verfügbaren Beträgen entspricht;

L = Verluste (einschließlich Verlustvortrag sofern vorhanden) die positiv ausgedrückt sind;

LR = alle Summen, die aufgrund von gesetzlichen Bestimmungen oder aufgrund dieser Satzung in Rücklage(n) platziert werden sollten;

PR = Summen, die aufgrund der vernünftigen Meinung des Vorstands beiseite gelegt wurden, um laufende Kosten der Gesellschaft zu decken;

OD = alle Dividenden, welche den/die Inhaber von nach wie vor ausstehenden Ursprünglichen Aktien und Stammaktien aufgrund der Satzung berechtigen; und

AA1 = Verfügbarer Betrag 1.

„Aufhebungswert pro Anteil“ meint den Aufhebungsbetrag pro Anteil innerhalb der betreffenden Klasse, der an die Gesellschafter ausgezahlt wird.

„Zwischenkonten“ meint die Zwischenkonten der Gesellschaft an dem betreffenden Zwischenkontodatum.

„Zwischenkontodatum“ meint das Datum, das nicht früher als acht (8) Tage vor dem Tag des Rückkaufs und der Aufhebung des betreffenden Klassen - Anteils.

„Gesamtaufhebungswert“ meint den als Rücknahmepreis zu zahlenden Betrag für zurückgenommene Klassen - Aktien. Der verfügbare Betrag der betreffenden Klassen - Aktien soll, gegebenenfalls, durch den Vorstand nach Treu und Glauben und im besten Interesse der Gesellschaft und immer im Einklang mit dem Gesetz bestimmt werden. Um jeglichen Zweifel zu vermeiden, kann der Vorstand nach eigenem Ermessen bestimmen, in seine Bestimmung über den verfügbaren Betrag der betreffenden Klassen - Aktien, gegebenenfalls, das bezahlte Agio entweder teilweise oder vollständig miteinzubeziehen oder auszuschließen.

Art. 7. Aktien.

7.1 Jede Aktie entspricht einem Stimmrecht. Die Aktien können, bei einer Eigentumsoption, durch Zertifikate, welche eine Aktie oder Zertifikate welche zwei oder mehr Aktien repräsentieren, dargestellt werden.

7.2 Die Aktien können nur Namensaktien sein.

7.3 Die Gesellschaft kann, in dem Ausmaß und gemäß den vom Gesetz vorgesehenen Bedingungen, ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

7.4 Das Gesellschaftsvermögen der Gesellschaft kann in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erhöht oder reduziert werden.

III. Geschäftsführung

Art. 8. Geschäftsführung.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem Vorstandsmitglied (das „Einziges Vorstandsmitglied“), welcher Gesellschafter sein kann oder nicht, verwaltet, solange sie nur einen einzigen Gesellschafter besitzt. Für den Fall, dass mehrere Gesellschafter vorhanden sind, soll die Gesellschaft von einem Vorstand verwaltet werden, der mindestens aus drei (3) und bis zu sechs (6) Mitgliedern bestehen soll, die Gesellschafter sein können oder nicht (der „Vorstand“, jedes Mitglied einzeln, ein „Vorstandsmitglied“), bestehend aus bis zu drei (3) Kategorie A und bis zu drei (3) Kategorie B Vorstandsmitgliedern.

Die Gesellschafter welche die Ursprünglichen Stammaktien am Tag der Gründung der Gesellschaft halten sollen das Recht haben Kandidaten vorzuschlagen, die als Kategorie A Vorstandsmitglieder und Kategorie B Vorstandsmitglieder gewählt werden sollen. Inhaber von Vorzugsaktien sollen das Recht haben Kandidaten vorzuschlagen, die zu Kategorie B Vorstandsmitglieder gewählt werden sollen.

Die Vorstandsmitglieder sind von der Generalversammlung der Gesellschafter für einen Zeitraum gewählt, welcher sechs (6) Jahre nicht überschreiten soll und können diese zu jeder Zeit ersetzen. Die Vorstandsmitglieder können wiedergewählt werden.

8.2 Die Anzahl der Vorstandsmitglieder, deren Dauer und deren Vergütung wird durch die Generalversammlung der Gesellschafter festgesetzt.

Art. 9. Sitzung des Vorstandes.

9.1. Der Vorstand soll aus den Reihen seiner Mitglieder einen Vorsitzenden (der „Vorsitzende“) wählen, welcher ein Kategorie A Vorstandsmitglied sein soll.

9.2. Der Vorstand kommt aufgrund der Einberufung des Vorsitzenden zusammen und dies so oft es das Gesellschaftsinteresse erfordert. Er muss jedes Mal zusammentreten, wenn zwei Vorstandsmitglieder dies anfordern. In dem Fall, in welchem alle Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten sind, können sie auf die Erfordernisse und Formalitäten der Einberufung verzichten.

9.3. Jedes Vorstandsmitglied kann bei jeder Sitzung des Vorstands agieren, indem er ein anderes Vorstandsmitglied in schriftlicher Form, durch Telegramm, durch Fax, elektronischer Mail, oder durch Brief als seinen Vertreter ernannt.

9.4 Sitzungen des Vorstandes sollen in Luxemburg abgehalten werden. Der Vorstand kann nur dann wirksam beraten und handeln, wenn zumindest eine Mehrheit seiner Mitglieder einschließlich aller Kategorie A Vorstandsmitglieder in Person oder durch Vertretung anwesend ist. Beschlüsse sollen genehmigt werden, wenn sie von einer Mehrheit der Stimmen der entweder in Person anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen Vorstandsmitglieder im Rahmen einer solchen Sitzung beschlossen wurden. Jedes Vorstandsmitglied hat eine Stimme. Der Vorsitzende hat eine ausschlaggebende Stimme. In dem Fall, in welchem der Vorsitzende durch ein anderes Kategorie A Vorstandsmitglied vertreten ist, besitzt das andere vertretende Kategorie A Vorstandsmitglied die Befugnis die ausschlaggebende Stimme des Vorsitzenden auszuüben.

9.5 Jedes Mitglied des Vorstandes, das an den Verhandlungen einer Sitzung des Vorstandes im Wege von Kommunikationsmitteln (einschließlich Telefon und Videokonferenzen) teilnimmt, welches allen anderen bei einer solchen Sitzung anwesenden Mitgliedern erlaubt (entweder in Person oder durch Vollmacht, oder im Wege von solchen Kommunikationsmitteln) zu jeder Zeit die anderen Mitglieder zu hören und von den anderen Mitgliedern gehört zu werden soll bei einer solchen Sitzung als wenn er in Person anwesend wäre, erachtet werden.

9.6 Schriftliche Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstandes unterschrieben wurden, werden gültig und wirksam als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung beschlossen worden wären. Schriftliche Beschlüsse sollen jedoch nur in Notsituationen erlaubt sein und nicht öfters als einmal pro Kalenderjahr angewandt werden.

9.7 Das Protokoll der Sitzung des Vorstandes soll unterzeichnet werden durch (i) alle bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder, oder durch (ii) zwei bei der Sitzung anwesende oder vertretene Vorstandsmitglieder (wobei einer Kategorie A Vorstandsmitglied und einer Kategorie B Vorstandsmitglied sein muss), oder (iii) durch den Vorsitzenden und den Schriftführer, sofern diese bei einer Sitzung des Vorstands ernannt wurden, oder (iv) durch jede Person, an die solche Befugnisse durch den Vorstand bei einer Vorstandssitzung delegiert wurden.

9.8 Auszüge des Sitzungsprotokolls soll durch gemeinsame Unterschrift eines jeden Kategorie A Vorstandsmitglieds und Kategorie B Vorstandsmitglieds oder durch jede durch irgendein Vorstandsmitglied oder bei einer Sitzung ernannten Person unterschrieben werden.

9.9 Im Falle eines Einzigen Vorstandsmitglieds sollen die Beschlüsse des einzigen Vorstandsmitglieds schriftlich dokumentiert werden.

Art. 10. Befugnisse.

10.1 Das Einzige Vorstandsmitglied oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, der Vorstand, ist mit den weitest gehenden Befugnissen ausgestattet, um alle Verwaltungsakte und Anordnungen in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftszweck der Gesellschaft zu treffen. Alle Rechte, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch die Satzung der Generalversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, unterliegen dem Kompetenzbereich des Einzigen Vorstandsmitglieds, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, dem Vorstand.

10.2. Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die einzige Unterschrift ihres Einzigen Vorstandsmitglieds, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens einem Kategorie A Vorstandsmitglied und einem Kategorie B Vorstandsmitglied, oder durch die einzige Unterschrift der Person, welche mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft betraut ist, sofern die tägliche Geschäftsführung betroffen ist, sofern nicht besondere Entscheidungen bezüglich der autorisierten Unterschrift für den Fall der Delegation von Befugnissen getroffen oder Vollmachten durch das Einzige Vorstandsmitglieds oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, durch den Vorstand gemäß Artikel 11 der Satzung vergeben wurden.

10.3 Jeder Rechtsstreit, in welchem die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte involviert ist, wird im Namen der Gesellschaft durch das Einzige Vorstandsmitglied oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, durch den Vorstand, vertreten durch seinen Vorsitzenden oder durch das zu diesem Zweck bestimmte Vorstandsmitglied, geführt.

10.4 Das Einzige Vorstandsmitglied oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, der Vorstand, kann beschließen, Zwischendividende auf der Basis von Abrechnungen durch des Einzigen Vorstandsmitglieds oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, des Vorstands, zu zahlen, welche zeigen, dass genügend Geldmittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, vorausgesetzt, dass der auszuschüttende Betrag nicht die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinne, erhöht durch den Gewinnvortrag und ausschüttbare Reserven, jedoch gemindert um den Verlustvortrag und den Beträgen, die aufgrund des Gesetzes oder der Satzung in einer Reserve eingelagert werden sollen, übersteigt. Zusätzlich muss bei der Auszahlung von Zwischendividenden der Inhalt des unten stehenden Artikel 15.2 befolgt werden.

Art. 11. Delegationen.

11.1 Das Einzige Vorstandsmitglied oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, der Vorstand, kann seine Rechte in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft an eine oder mehrere Personen, unabhängig davon ob diese Vorstandsmitglieder sind oder nicht, übertragen.

11.2 Er / Sie kann außerdem die Verwaltung einer Sonderabteilung der Gesellschaft an einen oder mehrere Vorstandsmitglieder anvertrauen, und gesonderte Rechte für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Bevollmächtigte übertragen, unabhängig davon, ob er/sie Vorstandsmitglied oder Gesellschafter ist.

Titel IV. - Aufsicht

Art. 12. Aufsicht. Außer in den gesetzlich vorgeschriebenen Fällen, in denen die Jahresabschlüsse der Gesellschaft durch einen anerkannten Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) überprüft werden müssen, sollen die Jahresabschlüsse der Gesellschaft durch einen oder mehrere Aufsichtskommissare (commissaires aux comptes), die von der Generalversammlung der Gesellschafter ernannt wurden, und die sowohl die Anzahl und deren Vergütung als auch die Dauer ihrer Funktion festlegen, welche sechs (6) Jahre nicht überschreiten soll, geprüft werden.

V. Generalversammlung der Gesellschafter

Art. 13. Befugnisse - Durchführung einer Generalversammlung.

13.1. Der Einzige Gesellschafter soll alle der Generalversammlung der Gesellschafter unter Abschnitt IV §5 des Gesetzes verliehenen Rechte ausüben und seine Entscheidungen sollen in Schriftform erfolgen und in Protokollen vermerkt werden. In einem solchen Fall und an den Stellen, an welchen der Begriff Einziger Gesellschafter nicht ausdrücklich in der Satzung erwähnt wurde, soll der Begriff der Generalversammlung der Gesellschafter in dieser Satzung so ausgelegt werden, dass er auch auf den Einzigen Gesellschafter Anwendung findet.

13.2 Für den Fall, das es mehr als einen Gesellschafter gibt, sollen Beschlüsse der Gesellschafter bei einer Generalversammlung der Gesellschafter verabschiedet werden.

13.3 Sofern alle Gesellschafter anwesend oder vertreten und über die Tagesordnungspunkte informiert sind, können diese auf alle Einberufungsformalitäten verzichten und die Versammlung kann ohne vorherige Benachrichtigung wirksam abgehalten werden.

13.4 Generalversammlungen der Gesellschafter sollen in Luxemburg abgehalten werden. Jeder Gesellschafter kann durch eine schriftliche Vollmacht eine andere Person autorisieren, welche nicht zwangsläufig Gesellschafter sein muss, ihn/sie bei der Generalversammlung der Gesellschafter zu vertreten und in seinem Namen und an seiner Stelle eine Stimme abzugeben.

13.5 Jeder Gesellschafter kann bei jeder Generalversammlung der Gesellschafter durch Telefon oder Videokonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dies allen anderen an der Versammlung teilnehmenden Personen erlaubt, ihn zu identifizieren und sich gegenseitig zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme an einer Versammlung unter Benutzung solcher Mittel soll als gleichwertig mit der Teilnahme in Person an einer solchen Versammlung erachtet werden.

13.6 Außer in den vom Gesetz oder in dieser Satzung vorgeschriebenen Fällen sollen die Beschlüsse wirksam durch einfache Mehrheit der bei der Generalversammlung anwesenden oder der wirksam vertretenen Stimmrechte und immer einschließlich der Stimmrechte der Inhaber der Ursprünglichen Stammaktien am Tag der Gründung der Gesellschaft zustande kommen.

13.7 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes, erfordert eine Änderung der Satzung einen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter verabschiedet von einer Mehrheit von zwei Drittel (2/3) der wirksam abgegebenen Stimmen einer Versammlung (einschließlich der Stimmen der Inhaber der Ursprünglichen Stammaktien bei Gründung der Gesellschaft) und bei welcher zumindest die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. In dem Fall, in welchem das notwendige Quorum bei einer ersten Generalversammlung nicht erreicht wurde, wird eine zweite Generalversammlung abgehalten, bei welcher der Beschluss mit einer Mehrheit von zwei Dritteln (2/3) der wirksam abgegebenen Stimmen bei der Versammlung (einschließlich der Stimmen der Inhaber der Ursprünglichen Stammaktien bei Gründung der Gesellschaft) gefasst wird, ungeachtet der Menge des bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Stammkapitals. Abwesenheit und nichtige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

13.8 Die jährliche Generalversammlung der Gesellschafter soll am registrierten Sitz oder an einem Ort als dem registrierten Sitz, welcher in der Einberufungsmittelteilung spezifiziert wurde, an dem vierten Donnerstag im Juni um 11.30 Uhr vormittags luxemburgischer Zeit eines jeden Jahres stattfinden.

Falls dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, soll die jährliche Generalversammlung der Gesellschafter am darauffolgenden Geschäftstag stattfinden.

Titel V. - Jahresabschluss - Gewinnverteilung

Art. 14. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 15. Gewinne - Rücklagen - Ausschüttung.

15.1 Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft sollen in Übereinstimmung mit dem Gesetz einem gesetzlichen Reservefonds zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Reservefonds zehn Prozent (10%) des Nominalkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2 Die Entscheidung Geldmittel zu verteilen und den Betrag einer solchen Ausschüttung, wird durch die Gesellschafter im Einklang mit den folgenden Regelungen dieses Artikel 15.2 getroffen:

a) Die Inhaber einer jeden Klasse von Vorzugsaktien haben einen Anspruch auf eine jährliche bevorrechtigte Dividende (die „Vorzugsdividende“) zusammengerechnet aus (i) dem ursprünglich in eine solche Klasse von Vorzugsaktien eingezahlten Gesellschaftsvermögen, bestehend aus dem Nominalwert der betreffenden Vorzugsaktien und dem darauf

bezogenen Agio (noch nicht zurückgezahlt) (der „Vorzugsaktienbetrag“) sowie den (ii) einer solchen Klasse von Vorzugsaktien zurechenbare Vorzugsdividenden, welche nicht in den vorangegangenen Jahren ausgeschüttet wurden („Spezial Vorzugsdividenden“), in folgender jährlichen Rate:

- die Inhaber von Klasse P1 Vorzugsaktien sollen einen Anspruch auf Ausschüttung von Dividenden zu einem Betrag von neun Komma neun Prozent (9,9%) des Vorzugsaktienbetrags und der Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden in Bezug auf die Klasse P1 Vorzugsaktien haben, dann,

- die Inhaber von Klasse P2 Vorzugsaktien sollen einen Anspruch auf Ausschüttung von Dividenden zu einem Betrag von neun Komma fünf und neunzig Prozent (9,95%) des Vorzugsaktienbetrags und der Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden in Bezug auf die Klasse P2 Vorzugsaktien haben, dann

- die Inhaber von Klasse P3 Vorzugsaktien sollen einen Anspruch auf Ausschüttung von Dividenden zu einem Betrag von zehn Prozent (10 %) des Vorzugsaktienbetrags und der Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden in Bezug auf die Klasse P3 Vorzugsaktien haben, dann

- die Inhaber von Klasse P4 Vorzugsaktien sollen einen Anspruch auf Ausschüttung von Dividenden zu einem Betrag von zehn Komma null fünf Prozent (10,05%) des Vorzugsaktienbetrags und der Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden in Bezug auf die Klasse P4 Vorzugsaktien haben, dann

- die Inhaber von Klasse P5 Vorzugsaktien sollen einen Anspruch auf Ausschüttung von Dividenden zu einem Betrag von zehn Komma ein Prozent (10,1 %) des Vorzugsaktienbetrags und der Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden in Bezug auf die Klasse P Vorzugsaktien haben, dann

in dem Maß, dass die Vorzugsdividenden in keinem Jahr ausgeschüttet wurden und trotz der Existenz von zu diesem Zweck verfügbaren Gewinnen, soll der Betrag der Vorzugsdividenden (i) den Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden einer jeden Vorzugsanteil - Klasse zugewiesen werden und (ii) soll für bevorrechtigte Ausschüttungen an die Inhaber der betreffenden Vorzugsaktien zu dem Zeitpunkt der nächsten Ausschüttung von Dividenden der Gesellschaft, welche der Zustimmung der Gesellschafter in einem Gesellschafterbeschluss unterliegen, zur Verfügung stehen.

Wenn die Vorzugsdividenden nicht vollständig verteilt oder nur teilweise während einer oder mehrerer bestimmter Jahre ausgeschüttet wurden, soll der Anspruch auf volle jährliche Vorzugsdividenden fortlaufend weiter anwachsen bis er vollständig ausbezahlt wurde. Falls und in dem Maß dass, nachträglich Gewinne gemacht wurden und der Anspruch auf volle Vorzugsdividenden wächst und zahlbar wird, versetzt dies den Inhaber in eine Position als wenn die volle Vorzugsdividende in jedem Jahr angewachsen wäre (der „Nachholbetrag“).

In jedem Fall, können Dividende nur aufgrund eines darauf bezogenen Gesellschafterbeschlusses oder eines Beschlusses des Einzigen Vorstandsmitglieds, oder im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, des Vorstands und nur in dem Maß, dass die Gesellschaft verteilbare Summen im Sinne des Gesetzes und im Einklang mit den Bestimmungen eines solchen Gesetzes besitzt, verteilt und Aktien zurückgekauft werden.

b) Zweitens, Inhaber von Klasse A1 Stammaktien sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma fünf und zwanzig Prozent (0,25%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A1 Stammaktien darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Klasse A2 Stammaktien sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma drei und zwanzig Prozent (0,30%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A2 Stammaktien darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Klasse A3 Stammaktien sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma fünf und drei Prozent (0,35%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A3 Stammaktien darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Klasse A4 Stammaktien sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma vier und zwanzig Prozent (0,40%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A4 Stammaktien darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Klasse A5 Stammaktien sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma fünf und vier Prozent (0,45%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A5 Stammaktien darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Ursprünglichen Stammaktien sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma fünf und zwanzig Prozent (0,50%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Ursprünglichen Stammaktien darstellen, zu erhalten.

Um jeglichen Zweifel vorzubeugen, werden die Auszahlungen, die unter b) gemacht wurden auf einer pari passu Basis zwischen den Inhabern der Klasse der ursprünglichen Stammaktien und der Klasse der Stammaktien ausgezahlt.

Der Rest einer jeden Dividendenausschüttung soll dann pro rata auf die Stammaktien verteilt werden.

Ungeachtet der vorstehenden Regelungen, ist das Einzige Vorstandsmitglied oder, im Falle einer Mehrzahl von Vorstandsmitgliedern, der Vorstand befugt zu Zwischendividende festzustellen und an den/die Gesellschafter im Einklang mit den Regelungen in den vorangegangenen beschriebenen Bestimmungen des Artikels 15.3. über die Ausschüttung vor Ende des Geschäftsjahres und im Einklang mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen auszuzahlen.

c) Um jeglichen Zweifel zu vermeiden, sollen die Inhaber von ursprünglichen Aktien und Stammaktien einen Anspruch erhalten, Dividenden oder Zwischendividenden, einschließlich jeder Rückzahlung des Gesellschaftsvermögens, nur zu erhalten wenn entweder (i) eine solche Zwischendividende durch den betreffenden Gesellschafterbeschluss mit einer Mehrheit von 75% aller Inhaber von Vorzugsaktien oder wenn (ii) (a) alle Dividendenausschüttungen, welche aus Artikel 15.3 in Bezug auf die Vorzugsaktien herrühren vollständig an die Inhaber von Vorzugsaktien in zahlenmäßiger Reihenfolge (bspw. zuerst Klasse P1 Vorzugsaktien); ausbezahlt wurden; und (b) alle ausgegebenen Vorzugsaktien zurückgezahlt wur-

den und jedes auf die Vorzugsaktien eingezahlte Agio, vollständig an die Inhaber der Vorzugsaktien in zahlenmäßiger Reihenfolge zurückgezahlt wurde (bspw. zuerst Klasse P1 Vorzugsaktien).

Titel VI. - Auflösung - Liquidation

Art. 16. Auflösung - Liquidation.

16.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter aufgelöst werden. Bei Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidierung von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche natürliche oder juristische Personen sein können und die von der Generalversammlung der Gesellschafter ernannt wurden, die deren Rechte näher bestimmen und deren Vergütung festlegen.

Titel VII. - Anwendbares recht

Art. 17. Anwendbares recht. Alle nicht von der Satzung geregelten Angelegenheiten sollen in Übereinstimmung mit dem Gesetz interpretiert werden.

Übergangsvorschriften

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft soll am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnen und am 31. Dezember 2014 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nachdem die Satzung festgesetzt wurde, erklärt die erschienene Partei das gesamte Kapital wie folgt zu zeichnen:

Bulls Holding Guernsey Limited, vorbenannt, hat gezeichnet:

- a) 3.100.000 ursprüngliche Stammaktien (die „Ursprünglichen Stammaktien“)
- b) 90.000 Klasse A1 Stammaktien (die „Klasse A1 Stammaktien“)
- c) 90.000 Klasse A2 Stammaktien (die „Klasse A2 Stammaktien“)
- d) 90.000 Klasse A3 Stammaktien (die „Klasse A3 Stammaktien“)
- e) 90.000 Klasse A4 Stammaktien (die „Klasse A4 Stammaktien“)
- f) 90.000 Klasse A5 Stammaktien (die „Klasse A5 Stammaktien“)
- g) 90.000 Klasse P1 Vorzugsaktien (die „Klasse P1 Vorzugsaktien“)
- h) 90.000 Klasse P2 Vorzugsaktien (die „Klasse P2 Vorzugsaktien“)
- i) 90.000 Klasse P3 Vorzugsaktien (die „Klasse P3 Vorzugsaktien“)
- j) 90.000 Klasse P4 Vorzugsaktien (die „Klasse P4 Vorzugsaktien“)
- k) 90.000 Klasse P5 Vorzugsaktien (die „Klasse P5 Vorzugsaktien“).

TOTAL:

Vier Millionen (4.000.000) Aktien mit je einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01).

Die Aktien wurden vollständig durch eine Bareinlage von vierzigtausend Euro (EUR 40.000) einbezahlt und dieser Betrag steht zur Verfügung der Gesellschaft worüber dem unterzeichnenden Notar ein Nachweis erbracht wurde.

Auslagen

Kosten, Auslagen, Vergütung oder Gebühren in welcher Form auch immer, die der Gesellschaft aufgrund der gegenwärtigen Urkunde entstehen, werden auf ungefähr 1.500 Euro geschätzt.

Bescheinigung

Der unterzeichnende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner geänderten Fassung, erfüllt sind.

Beschluss des Einzigen Gesellschafters

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft, hat der Einzige Gesellschafter der Gesellschaft, welcher das gesamte gezeichnete Kapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der registrierte Sitz der Gesellschaft befindet sich in 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. Die folgenden Personen wurden als Kategorie A Vorstandsmitglieder für die Dauer von 6 Jahren ernannt:

Herr Karl Heinz HERRER, geboren am 19. August 1966 in München, Deutschland, mit Geschäftsadresse in 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

Frau Andrea PABST, geboren am 6. April 1974, in Gladbeck, Deutschland, mit Geschäftsadresse in 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

3. Die folgende Person wurde als Kategorie B Vorstandsmitglied für die Dauer von 6 Jahren ernannt:

Herr Jens HOELLERMANN, geboren am 26. Juli 1971, in Oberhausen, Deutschland, mit Geschäftsadresse in 25, rue Général Patton, L-2317 Howald; und

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt hiermit, dass aufgrund des Antrags der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst ist und eine deutsche Fassung hierauf folgt; auf Antrag der selben erschienenen Partei und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung maßgebend sein.

Zu Urkunde dessen, wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg erstellt, zu dem benannten Datum zu Beginn dieses Dokuments.

Das Dokument wurde in Anwesenheit der erschienenen Partei verlesen, welche dem unterzeichnenden Notars mit ihrem Vornamen, Nachnamen, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist und die vorliegende Urkunde wurde von dem Vertreter der erschienenen Partei zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: Nguyen, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15278. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015014852/993.

(150017747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Bulls SR S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 193.974.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of December,

Before us, Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

1) Bulls Holding Guernsey Limited, a limited liability company organised under the laws of the Island of Guernsey, with registered office at Level 4 North, St Julian's Court, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY 1 1WA, registered with the Guernsey Registry under number 58425,

represented by Thao NGUYEN, attorney-at-law (Rechtsanwältin), residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on 19 December 2014.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall stay attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the notary to state:

1) That "Bulls Holding Guernsey Limited" (the "Sole Shareholder"), prenamed, is the Sole Shareholder of Bulls SR S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary on 6 November 2014, which was not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, with a share capital of forty thousand Euro (EUR 40,000) and in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the "Company").

2) That the share capital of the Company is currently fixed at forty thousand Euro (EUR 40,000), divided into a) three million, one hundred thousand (3,100,000) initial ordinary shares, b) ninety thousand (90,000) class A1 ordinary shares, c) ninety thousand (90,000) class A2 ordinary shares, d) ninety thousand (90,000) class A3 ordinary shares, e) ninety thousand (90,000) class A4 ordinary shares, f) ninety thousand (90,000) class A5 ordinary shares, g) ninety thousand (90,000) class P1 preference shares, h) ninety thousand (90,000) class P2 preference shares, i) ninety thousand (90,000) class P3 preference shares, j) ninety thousand (90,000) class P4 preference shares and k) ninety thousand (90,000) class P5 preference shares, held by the Sole Shareholder and having a nominal value of one cent Euro (EUR 0.01) each.

3) That the Sole Shareholder decides to resolve as of today the conversion of 3,000,000 initial ordinary shares into a) 300,000 class A1 ordinary shares, b) 300,000 class A2 ordinary shares, c) 300,000 class A3 ordinary shares, d) 300,000 class A4 ordinary shares, e) 300,000 class A5 ordinary shares, f) 300,000 class P1 preference shares, g) 300,000 class P2 preference shares, h) 300,000 class P3 preference shares, i) 300,000 class P4 preference shares and j) 300,000 class P5 preference shares, each share having a nominal value of one cent Euro (EUR 0.01) as of today.

After this had been set forth, the Sole Shareholder, representing the whole corporate capital, has decided to take the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves as of today to convert one million five hundred thousand (1,500,000) of the existing initial ordinary shares of the Company into:

a) three hundred thousand (300,000) class A1 ordinary shares,

- b) three hundred thousand (300,000) class A2 ordinary shares,
 - c) three hundred thousand (300,000) class A3 ordinary shares,
 - d) three hundred thousand (300,000) class A4 ordinary shares,
 - e) three hundred thousand (300,000) class A5 ordinary shares,
- each share having a nominal value of one cent Euro (EUR 0.01).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves as of today to convert one million five hundred thousand (1,500,000) of the existing initial ordinary shares of the Company into:

- f) three hundred thousand (300,000) class P1 preference shares,
 - g) three hundred thousand (300,000) class P2 preference shares,
 - h) three hundred thousand (300,000) class P3 preference shares,
 - i) three hundred thousand (300,000) class P4 preference shares,
 - j) three hundred thousand (300,000) class P5 preference shares,
- each share having a nominal value of one cent Euro (EUR 0.01).

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the articles of incorporation of the Company, which shall now read as follows:

“ Art. 6.

“6.1. The corporate capital of the Company is fixed at FORTY EUROS (EUR 40,000) represented by FOUR MILLION (4,000,000) shares having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each (the “Shares”) comprising of:

- a) 100,000 initial ordinary shares (“Initial Ordinary Shares”)
- b) 390,000 class A1 ordinary shares (“Class A1 Ordinary Shares”)
- c) 390,000 class A2 ordinary shares (“Class A2 Ordinary Shares”)
- d) 390,000 class A3 ordinary shares (“Class A3 Ordinary Shares”)
- e) 390,000 class A4 ordinary shares (“Class A4 Ordinary Shares”)
- f) 390,000 class A5 ordinary shares (“Class A5 Ordinary Shares”)
- g) 390,000 class P1 preference shares (“Class P1 Preference Shares”)
- h) 390,000 class P2 preference shares (“Class P2 Preference Shares”)
- i) 390,000 class P3 preference shares (“Class P3 Preference Shares”)
- j) 390,000 class P4 preference shares (“Class P4 Preference Shares”)
- k) 390,000 class P5 preference shares (“Class P5 Preference Shares”).”

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

Follows the french translation

L’an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre,

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

1) Bulls Holding Guernsey Limited, une société anonyme régie par les lois de l’île de Guernesey, dont le siège social se situe Level 4 North, St Julian’s Court, St Julian’s Avenue, St Peter Port, Guernesey, GY 1 1WA, immatriculée au Registre de Guernesey sous le numéro 58425,

représentée par Thao NGUYEN, avocate (Rechtsanwältin), résidant au Luxembourg en vertu d’une procuration donnée le 19 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

Qui a déclaré et requis le notaire d’acter:

1) Que “Bulls Holding Guernsey Limited” (l’“Actionnaire Unique”) prénommé, est le seul actionnaire de Bulls SR S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 6 novembre 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, avec un capital social de quarante mille Euro (40.000 EUR), et en cours d’immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la “Société”).

2) Que le capital social de la Société est fixé à quarante mille Euro (40.000 EUR), divisé en a) trois millions, cent mille (3.100.000) actions ordinaires initiales, b) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions ordinaires de catégorie A1, c) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions ordinaires de catégorie A2, d) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions ordinaires de catégorie A3, e) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions ordinaires de catégorie A4, f) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions ordinaires de catégorie A5, g) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions préférentielles de catégorie P1, h) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions préférentielles de catégorie P2, i) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions préférentielles de catégorie P3, j) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions préférentielles de catégorie P4, k) quatre-vingt-dix mille (90.000) actions préférentielles de catégorie P5, détenue par l’Actionnaire Unique et ayant une valeur nominale de un centime d’Euro (0.01 EUR) chacune.

3) Que l’Actionnaire Unique a décidé d’approuver avec effet d’aujourd’hui la conversion de 3.000.000 actions ordinaires initiales en a) 300.000 actions ordinaires de catégorie A1, b) 300.000 actions ordinaires de catégorie A2, c) 300.000 actions ordinaires de catégorie A3, d) 300.000 actions ordinaires de catégorie A4, e) 300.000 actions ordinaires de catégorie A5, f) 300.000 actions préférentielles de catégorie P1, g) 300.000 actions ordinaires de catégorie P2, h) 300.000 actions ordinaires de catégorie P3, i) 300.000 actions ordinaires de catégorie P4, j) 300.000 actions ordinaires de catégorie P5, chacune ayant une valeur nominale de un centime d’Euro (0.01 EUR).

Ceci ayant été exposé, l’Actionnaire Unique prénommé, représentant l’intégralité du capital social de la Société, a décidé de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L’Actionnaire Unique décide de convertir avec effet d’aujourd’hui un million cinq cent mille (1.500.000) des actions ordinaires initiales de la Société en:

- a) trois cent mille (300.000) actions ordinaires de catégorie A1,
 - b) trois cent mille (300.000) actions ordinaires de catégorie A2,
 - c) trois cent mille (300.000) actions ordinaires de catégorie A3,
 - d) trois cent mille (300.000) actions ordinaires de catégorie A4,
 - e) trois cent mille (300.000) actions ordinaires de catégorie A5,
- chaque action ayant une valeur nominale de un centime d’Euro (0.01 EUR)

Deuxième résolution

L’Actionnaire Unique décide de convertir avec effet d’aujourd’hui un million cinq cent mille (1.500.000) des actions ordinaires initiales de la Société en:

- a) trois cent mille (300.000) actions préférentielles de catégorie P1,
 - b) trois cent mille (300.000) actions préférentielles de catégorie P2,
 - c) trois cent mille (300.000) actions préférentielles de catégorie P3,
 - d) trois cent mille (300.000) actions préférentielles de catégorie P4,
 - e) trois cent mille (300.000) actions préférentielles de catégorie P5,
- chaque action ayant une valeur nominale de un centime d’Euro (0.01 EUR)

Troisième résolution

En conséquence des précédentes résolutions, l’Actionnaire Unique a décidé de modifier l’alinéa 1^{er} de l’article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 6.

«6.1. Le capital social de la Société est fixé à quarante mille d’Euros (40.000 EUR) divisé en quatre millions (4.000.000) d’actions ayant une valeur nominale de un centime d’Euro (0.01 EUR) chacune (les «Actions») constitué de:

- a) 100.00 actions ordinaires initiales («Actions Ordinaires Initiales»)
- b) 390.000 Actions Ordinaires de Catégorie A1 (“Actions Ordinaires de Catégorie A1”)
- c) 390.000 Actions Ordinaires de Catégorie A2 (“Actions Ordinaires de Catégorie A2”)
- d) 390.000 Actions Ordinaires de Catégorie A3 (“Actions Ordinaires de Catégorie A3”)
- e) 390.000 Actions Ordinaires de Catégorie A4 (“Actions Ordinaires de Catégorie A4”)
- f) 390.000 Actions Ordinaires de Catégorie A5 (“Actions Ordinaires de Catégorie A5”)
- g) 390.000 Actions préférentielles de catégorie P1 (“Actions préférentielles de catégorie P1”)
- h) 390.000 Actions préférentielles de catégorie P2 (“Actions préférentielles de catégorie P2”)

- i) 390.000 Actions préférentielles de catégorie P3 (“Actions préférentielles de catégorie P3”)
- j) 390.000 Actions préférentielles de catégorie P4 (“Actions préférentielles de catégorie P4”)
- k) 390.000 Actions préférentielles de catégorie P5 (“Actions préférentielles de catégorie P5”)

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire instrumentaire par ses noms, prénoms, états et demeures, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nguyen, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18247. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015014853/163.

(150017747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Bulls SR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 193.974.

In the year two thousand and fourteen, on nineteenth of December,

Before Us Maître Francis KESSELER, notary, residing at Esch-sur-Alzette, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

Marcus PETER, lawyer (Rechtsanwalt), with professional address in 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, acting as the representative of the board of directors of the société anonyme "BULLS SR S.A.", in the process being registered with the R.C.S. Luxembourg, having its registered office in 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

The resolutions, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting in his said capacity, has required the undersigned notary to state his declarations as follows:

1. The company "Bulls SR S.A." (the "Company") has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on November 6th, 2014, not yet published in the Mémorial C.

2. The Company's capital is fixed at FORTY THOUSAND EUROS (Euro 40,000), divided into

ONE HUNDRED THOUSAND (100,000) Initial Ordinary Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class A1 Ordinary Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class A2 Ordinary Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class A3 Ordinary Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class A4 Ordinary Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class A5 Ordinary Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class P1 Preference Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class P2 Preference Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class P3 Preference Shares,

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class P4 Preference Shares and

THREE HUNDRED NINETY THOUSAND (390,000) Class P5 Preference Shares,

each having a par value of ONE EURO CENTS (0.01 Euro) (together hereinafter the "Shares").

3. Pursuant to article 6.2 of the articles of incorporation of the Company, the authorized capital is set at ELEVEN MILLION EURO (11,000,000), divided into ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Initial Ordinary Shares,

ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class A1 Ordinary Shares,

ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class A2 Ordinary Shares,

ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class A3 Ordinary Shares,

ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class A4 Ordinary Shares,

ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class A5 Ordinary Shares,

ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class P1 Preference Shares,

ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class P2 Preference Shares,
 ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class P3 Preference Shares,
 ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class P4 Preference Shares and
 ONE HUNDRED MILLION (100,000,000) Class P5 Preference Shares,
 having a par value of ONE EURO CENTS (EUR 0.01) each.

The share capital may be increased by the board of directors of the Company (the "Board") who is authorised to issue further Initial Ordinary Shares, Ordinary Shares and Preference Shares with or without issue premium so as to increase the total capital of the Company by an amount of the authorised share capital. The Board is authorised to determine the conditions attaching to any subscription for such newly issued Initial Ordinary, Ordinary and/or Preference Shares from time to time, to accept subscriptions for such shares, and to accept contributions in cash or in kind as payment of the issue price for such shares. The Board is further authorised to suppress or suspend the preferential subscription rights of existing shareholders in relation to such new shares.

4. By resolutions of the Board (the "Board Resolutions") dated December 19, 2014, "Bulls SR S.A.", and following receipt by the Company of the sum of EUR 2,950,000.- and based on the Board Resolutions recording the subscription by the subscribers of the new shares, the person appearing, acting by virtue of the documents mentioned above, asked the notary to record the increase of the share capital of the Company by an amount of FIVE HUNDRED FIFTY-EIGHT THOUSAND EIGHT HUNDRED EUROS (EUR 558,800.-) to raise it from its present amount of FORTY THOUSAND EUROS (EUR 40,000) to an amount of FIVE HUNDRED NINETY-SEVEN THOUSAND EIGHT HUNDRED EUROS (EUR 597,800) by the issue of

FIVE MILLION THREE HUNDRED TEN THOUSAND (5,310,000) Class A1 Ordinary Shares,
 FIVE MILLION THREE HUNDRED TEN THOUSAND (5,310,000) Class A2 Ordinary Shares,
 FIVE MILLION THREE HUNDRED TEN THOUSAND (5,310,000) Class A3 Ordinary Shares,
 FIVE MILLION THREE HUNDRED TEN THOUSAND (5,310,000) Class A4 Ordinary Shares,
 FIVE MILLION THREE HUNDRED TEN THOUSAND (5,310,000) Class A5 Ordinary Shares,
 FIVE MILLION EIGHT HUNDRED SIXTY-SIX THOUSAND (5,866,000) Class P1 Preference Shares,
 FIVE MILLION EIGHT HUNDRED SIXTY-SIX THOUSAND (5,866,000) Class P2 Preference Shares,
 FIVE MILLION EIGHT HUNDRED SIXTY-SIX THOUSAND (5,866,000) Class P3 Preference Shares,
 FIVE MILLION EIGHT HUNDRED SIXTY-SIX THOUSAND (5,866,000) Class P4 Preference Shares,
 FIVE MILLION EIGHT HUNDRED SIXTY-SIX THOUSAND (5,866,000) Class P5 Preference Shares,

each having a nominal value of ONE EURO CENTS (EUR 0.01), with a total issue premium of 2,391,200 Euros (consisting of 1,140,000 Euros issue premium on Ordinary Shares and 1,251,200 Euros issue premium on Preference Shares). The FIFTY-FIVE MILLION EIGHT HUNDRED EIGHTY THOUSAND (55,880,000) new Shares were issued without reserving to the existing shareholder any preferential subscription rights. All new Shares were issued to the new subscribers as determined in the Board Resolutions.

Evidence of the aforementioned payment in the amount of TWO MILLION NINE HUNDRED FIFTY THOUSAND (EUR 2,950,000.-) for the newly issued shares including the issue premium has been given to the undersigned notary who acknowledges this expressly.

5. According to the powers granted to the board of directors by article 6.2 of the articles of association of the Company and following the realisation of the increase of the share capital as decided by the board of directors as mentioned in this deed and as further set out in the resolutions, article 6.1 of the articles of association shall be amended to be worded as follows:

“ 6.1. The corporate capital of the Company is fixed at FIVE HUNDRED NINETY-EIGHT THOUSAND EIGHT HUNDRED EUROS (EUR 598,800) represented by FIFTY-NINE MILLION EIGHT HUNDRED EIGHTY THOUSAND (59,880,000) shares having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each (the "Shares") comprising of:

- a) 100,000 initial ordinary shares ("Initial Ordinary Shares")
- b) 5,700,000 class A1 ordinary shares ("Class A1 Ordinary Shares")
- c) 5,700,000 class A2 ordinary shares ("Class A2 Ordinary Shares")
- d) 5,700,000 class A3 ordinary shares ("Class A3 Ordinary Shares")
- e) 5,700,000 class A4 ordinary shares ("Class A4 Ordinary Shares")
- f) 5,700,000 class A5 ordinary shares ("Class A5 Ordinary Shares")
- g) 6,256,000 class P1 preference shares ("Class P1 Preference Shares")
- h) 6,256,000 class P2 preference shares ("Class P2 Preference Shares")
- i) 6,256,000 class P3 preference shares ("Class P3 Preference Shares")
- j) 6,256,000 class P4 preference shares ("Class P4 Preference Shares")
- k) 6,256,000 class P5 preference shares ("Class P5 Preference Shares").”

6. The appearing person acknowledged that following the above-mentioned share capital increase the Board may still use TEN MILLION FOUR HUNDRED FORTY-ONE THOUSAND TWO HUNDRED EUROS (EUR 10,441,200) represented by ONE BILLION FORTY-FOUR MILLION ONE HUNDRED TWENTY THOUSAND (1,044,120,000) shares having a par value of EUR 0.01 (one cent) each under the authorisation set out in article 6.2 of the articles of incorporation.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by the surname, Christian name, civil status and residence, the appearing person signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre,

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé.

A COMPARU:

Marcus PETER, avocat (Rechtsanwalt), demeurant professionnellement au 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg,

agissant en tant que représentant du conseil d'administration de la société anonyme «Bulls SR S.A.», en cours d'immatriculation auprès du R.C.S. Luxembourg, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Les résolutions paraphées «ne varietur» par la partie comparante et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant ès qualité, a requis le notaire instrumentaire d'acter les déclarations suivantes:

1. La société «Bulls SR S.A.» (la «Société») a été constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 6 novembre 2014, non encore publié au Mémorial C.

2. Le capital de la Société a été fixé à QUARANTE MILLE EUROS (40.000 Euro), divisé en CENT MILLE (100.000) Actions Ordinaires Initiales, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Ordinaires de Catégorie A1, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Ordinaires de Catégorie A2, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Ordinaires de Catégorie A3, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Ordinaires de Catégorie A4, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Ordinaires de Catégorie A5, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Préférentielles de Catégorie P1, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Préférentielles de Catégorie P2, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Préférentielles de Catégorie P3, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Préférentielles de Catégorie P4, TROIS CENTS QUATRE-VINGT-DIX mille (390,000) Actions Préférentielles de Catégorie P5, d'une valeur nominale de UN CENTIME D'EURO (0.01 Euro) chacune (ensemble désignées ci-après comme les «Actions»)

3. Conformément à l'article 6.2 des statuts de la Société le capital autorisé est fixé à ONZE MILLION D'EUROS (11.000.000), divisé en

CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Ordinaires Initiales,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Action Ordinaires de Catégorie A1,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Ordinaires de Catégories A2,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Ordinaires de Catégorie A3,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Ordinaires de Catégorie A4,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Ordinaires de Catégorie A5,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Préférentielles de Catégorie P1,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Préférentielles de Catégorie P2,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Préférentielles de Catégorie P3,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Préférentielle de Catégorie P4,
 CENT MILLIONS (100.000.000) Actions Préférentielles de Catégorie P5,
 ayant une valeur nominale de UN CENTIME d'EURO (0.01 Euro) chacune.

Le capital social peut être augmenté par le conseil d'administration de la Société (le «Conseil d'Administration») qui est autorisé à émettre des Actions Ordinaires Initiales, Actions Ordinaires, et des Actions préférentielles supplémentaires avec ou sans prime d'émission afin de porter le capital total de la Société jusqu'au capital autorisé de la Société. Le Conseil d'administration est autorisé à déterminer périodiquement les conditions attachées à toute souscription d'Action Ordinaire Initiale, Actions Ordinaire ou Préférentielle nouvellement émises, accepter les souscriptions de ces actions, et à accepter les apports en numéraire ou en nature comme contrepartie du prix d'émission de ces actions. Le Conseil d'Administration est également autorisé à supprimer ou suspendre les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants en lien avec ces Actions.

4. Par résolutions du Conseil d'Administration (les «Résolutions du Conseil») en date du 18 décembre 2014, «Bulls SR S.A.», et à la suite de la réception par la Société de la somme de 2.950.000,- Euro et basé sur les Résolutions du Conseil et suite à l'enregistrement des souscriptions par les souscripteurs des nouvelles actions, la partie comparante, agissant en vertu des documents mentionnés ci-dessus a requis le notaire d'acter l'augmentation de capital social de la Société d'un montant de CINQ CENT CINQUANTE-HUIT MILLE HUIT CENT EUROS (558.800 Euro) afin de le monter de son montant actuel de QUARANTE MILLE EUROS (40.000 Euro) à un montant de CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE HUIT CENT EUROS (597.800 Euro) par l'émission de

CINQ MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE (5.310.000) Actions Ordinaires de Catégorie A1,
CINQ MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE (5.310.000) Actions Ordinaires de Catégorie A2,
CINQ MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE (5.310.000) Actions Ordinaires de Catégorie A3,
CINQ MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE (5.310.000) Actions Ordinaires de Catégorie A4,
CINQ MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE (5.310.000) Actions Ordinaires de Catégorie A5,
CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-SIX MILLE (5.866.000) Actions Préférentielles de Catégorie P1,
CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-SIX MILLE (5.866.000) Actions Préférentielles de Catégorie P2,
CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-SIX MILLE (5.866.000) Actions Préférentielles de Catégorie P3,
CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-SIX MILLE (5.866.000) Actions Préférentielles de Catégorie P4,
CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-SIX MILLE (5.866.000) Actions Préférentielles de Catégorie P5,

chacune ayant une valeur nominale de UN CENTIME D'EURO (0.01 Euro), avec une prime d'émission totale de 2.391.200 Euro (consistant d'une prime d'émission de 1.140.000 Euros pour les Actions Ordinaires et d'une prime d'émission de 1.251.200 Euros pour les Actions Préférentielles). Les CINQUANTE-CINQ MILLION HUIT CENT QUATRE-VINGT MILLE (55.880.000) nouvelles Actions ont été émises sans laisser aux actionnaires existants le bénéfice de leur droit préférentiel de souscription. Toutes les Actions nouvelles ont été délivrées aux nouveaux souscripteurs comme déterminé par les Résolutions du Conseil.

La preuve du paiement susmentionné d'un montant de DEUX MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE MILLE (2.950.000 Euro) en contrepartie des actions nouvellement émises et incluant la prime d'émission a été fournie au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

5. Conformément à l'autorisation conférée au Conseil d'Administration par l'article 6.2 des statuts de la Société et suite à la réalisation de l'augmentation de capital décidée par le Conseil d'Administration mentionnée dans cet acte et comme expliqué dans les résolutions, l'article 6.1. des statuts doit être modifié pour lui donner la teneur suivante:

« **6.1.** Le capital social de la Société est fixé à CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE HUIT CENT EUROS (598.800 Euro) représenté par CINQUANTE-NEUF MILLION HUIT CENT HUIT MILLE (59.880.000) actions ayant une valeur nominale de UN CENTIME D'EURO (0.01 Euro) chacune (les "Actions") comprenant:

- a) 100.00 Actions Ordinaires Initiales («Actions Ordinaires Initiales»)
- b) 5.700.000 Actions Ordinaires de Catégorie A1 ("Actions Ordinaires de Catégorie A1")
- c) 5.700.000 Actions Ordinaires de Catégorie A2 ("Actions Ordinaires de Catégorie A2")
- d) 5.700.000 Actions Ordinaires de Catégorie A3 ("Actions Ordinaires de Catégorie A3")
- e) 5.700.000 Actions Ordinaires de Catégorie A4 ("Actions Ordinaires de Catégorie A4")
- f) 5.700.000 Actions Ordinaires de Catégorie A5 ("Actions Ordinaires de Catégorie A5")
- g) 6.256.000 Actions Préférentielles de Catégorie P1 ("Actions Préférentielles de P1")
- h) 6.256.000 Actions Préférentielles de Catégorie P2 ("Actions Préférentielles de P2")
- i) 6.256.000 Actions Préférentielles de Catégorie P3 ("Actions Préférentielles de P3")
- j) 6.256.000 Actions Préférentielles de Catégorie P4 ("Actions Préférentielles de P4")
- k) 6.256.000 Actions Préférentielles de Catégorie P5 ("Actions Préférentielles de P5")

6. Le partie comparante a confirmé que, suite à l'augmentation du capital mentionnée ci-dessus, le Conseil d'Administration peut toujours utiliser DIX MILLIONS QUATRE CENT QUARANTE-ET-UN MILLE DEUX CENT (10.441.200 Euro) représenté par UN MILLIARD QUARANTE-QUATRE MILLIONS CENT VINGT MILLE (1.044.120.000) actions d'une valeur nominale de 0,01 Euro (un centime) chacune conformément à l'autorisation conférée par l'article 6.2 des statuts.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Peter, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18252. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015014854/215.

(150017747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Holden Recoveries V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 1, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 168.283.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth of December.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Marlin Financial Group (Holdings) S.à r.l, a private limited company formed and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 1, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166.098 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Annick Braquet, employee, professionally residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The prenamed party is the sole shareholder of Holden Recoveries V S.à r.l., having its registered office at 1, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B168.283, incorporated by a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg on April 19, 2012, published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1313 on May 26, 2012 (the "Company").

The Sole Shareholder as represented declared and requested the undersigned notary to state:

1. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1) Decision to dissolve and to put the Company into liquidation.

2) Appointment of Mr. Christophe CAHUZAC as liquidator and determination of the powers of the liquidator.

II.- That the entire corporate capital of the Company being represented at the present meeting and the Sole Shareholder represented declaring that it had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

III.- After this had been set forth, the Sole Shareholder, representing the entire corporate capital of the Company, now requests the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to dissolve the Company and puts the Company into liquidation.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to appoint as liquidator Mr. Christophe CAHUZAC, bom in Saint-Mard (Belgium) on 26 October 1972, professionally residing at L-1450 Luxembourg, 1, Côte d'Eich (the "Liquidator"),

Third resolution

The Liquidator shall have the broadest powers as foreseen by articles 144 to 148bis of the law of August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended, without having to request prior approval of the general meeting of shareholders in the cases provided for by law.

It may bring and defend any action on behalf of the Company, receive any payments, grant releases with or without receipt, realise all securities of the Company, endorse any negotiable instrument and transact or compromise on any disputes.

The Liquidator is dispensed from inventory making and can rely on the accounts of the Company.

The Liquidator has the right to make interim distributions in the interest of the Company

It can, under its own responsibility, and for special and defined operations, delegate to one or several proxies, parts of its powers which it will define and for the duration fixed by it.

The Liquidator shall be granted fees in line with market practice for an amount agreed upon with the Company for the purposes of its mandate, payable upon presentation of written invoices stating the period for which the fees are payable. The Company shall also reimburse costs incurred by the Liquidator upon submission of invoices evidencing the payment by the Liquidator of these real costs.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said appearing person

signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Marlin Financial Group (Holdings) S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.098, ayant son siège social au 1, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg (l'«Associé Unique»)

ici représentée par Annick Braquet, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration restera annexée au présent document après avoir été paraphée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante est le seul associé de Holden Recoveries V S.à r.l., ayant son siège social au 1, Côte d'Eich, L - 1450 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.283, constituée par acte notarié de Maître Blanche Moutrier notaire résidant à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg le 19 avril 2012, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1313 le 26 mai 2014 (la «Société»).

L'Associé Unique ainsi représenté a déclaré et demandé au notaire soussigné d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1) Dissolution et mise en liquidation de la Société.

2) Nomination de Monsieur Christophe CAHUZAC en qualité de liquidateur et définition de ses pouvoirs.

II.- Que l'entière du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, et que l'Associé Unique représenté déclarant qu'il a été informé en temps utile de l'ordre du jour avant la présente réunion, des convocations en vue de la réunion de la présente assemblée n'étaient pas nécessaires.

III.- Après avoir déclaré ce qui a été acté plus haut, l'Associé Unique, représentant l'entier capital social de la Société, demande au notaire soussigné d'acter les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société et de mettre la Société en liquidation.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer en qualité de liquidateur Christophe CAHUZAC, né à Saint-Mard (Belgique), le 26 Octobre 1972, résidant professionnellement à L-1450 Luxembourg, 1 Côte d'Eich (le «Liquidateur»),

Troisième résolution

Le Liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation préalable de l'assemblée générale dans les cas où elle est prévue par la loi.

Il peut intenter et soutenir toutes actions pour la Société, recevoir tous paiements, donner mainlevée avec ou sans quittance, réaliser toutes les valeurs mobilières de la Société, endosser tous effets de commerce, transiger ou compromettre sur toutes contestations.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire de la Société et peut se fier aux comptes sociaux de la Société.

Le Liquidateur pourra faire des distributions intérimaires dans l'intérêt de la Société.

Il peut, sous sa propre responsabilité, et pour des opérations ponctuelles, spécifiques et définies, déléguer à un ou plusieurs mandataires, une part de ses pouvoirs qu'il définira pour une période donnée.

Le Liquidateur percevra des honoraires conformes aux pratiques du marché, pour un montant qui sera défini et fixé entre la Société et lui-même pour les besoins de l'exercice de son mandat, et qui sera payable sur présentation d'une note d'honoraires écrite indiquant la période de facturation concernée. La Société remboursera également les frais encourus par le Liquidateur après soumission des factures démontrant le paiement par le liquidateur de ces frais réels.

Dont acte, passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande du mandataire de la compa-rante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/283. Reçu douze euros. (12.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014314/118.

(150016574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Minorco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 12.139.

In the year two thousand fourteen, on the eighteenth day of December.

Before Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains.

There appeared:

ANGLO AMERICAN LUXEMBOURG (hereafter the "Sole Shareholder"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 69.788,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal given on December 17, 2014,

said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted therewith to the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of MINORCO (the Company) a société à responsabilité limitée, having its registered office at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorpo-rated by a notarial deed dated, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 174 of August 30, 1974, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 12.139.

The articles of incorporation of the Company have been amended several times and most recently by a notarial deed dated August 25, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2618 of October 27, 2011

The Sole Shareholder, represented as stated here above and representing the entire share capital of the Company, requests the undersigned notary to record its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the Company's share capital by an amount of USD 398,571.96 so as to bring it from its present amount of USD 450,000.60 down to USD 51,428.64, by the decrease of the par value of the shares currently set at USD 1.40 each down to USD 0.16 each.

The Sole Shareholder further resolves to decrease the legal reserve by an amount of USD 39,857.06 so as to bring it from its present amount of USD 45,000.06 down to USD 5,143.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves that the proceeds of the above share capital decrease and legal reserve decrease amounting together to an aggregate amount of USD 438,429.02 be paid to the Sole Shareholder.

Third resolution

As a consequence of the first resolution above, the Sole Shareholder resolves to amend article 6.1 of the articles of incorporation of the Company so that it now reads as follows:

“ 6.1. The Company's issued capital is set at fifty-one thousand four hundred and twenty-eight US Dollars and sixty-four US Dollar cents (USD 51,428.64) represented by three hundred twenty-one thousand four hundred twenty-nine (321,429) shares with a par value of sixteen US Dollar cents (USD 0.16) each.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Whereof, The present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same proxyholder and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

ANGLO AMERICAN LUXEMBOURG (ci-après l'Associé Unique), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 69.788,

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 17 décembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante, ainsi que par le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de MINORCO (la Société), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 12.139, constituée suivant acte notarié en date du 30 mai 1974, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 174 du 30 août 1974, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notarié en date du 11 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2618 du 27 octobre 2011.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-avant et représentant l'intégralité du capital social de la Société, prie le notaire instrumentant d'acter ses résolutions comme suit:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de USD 398.571,96 pour le réduire de son montant actuel de USD 450.000,60 à USD 51,428.64, par la réduction de la valeur nominal des parts sociales actuellement fixé à USD 1,40 chacune à USD 0,16 chacune.

L'Associé Unique décide en outre de réduire la réserve légale d'un montant de USD 39.857,06 pour la réduire de son montant actuel de USD 45.000,06 à USD 5.143.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide que le produit des prédites réductions de capital et réserve légale s'élevant ensemble à un montant total de USD 438.429,02 soit remboursé à l'Associé Unique.

Troisième résolution

En conséquence de la première résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

« **6.1.** La Société a un capital émis de cinquante et un mille quatre cent vingt-huit US dollars et soixante-quatre centimes d'US dollar (USD 51,428.64) représenté par trois cent vingt et un mille quatre cent vingt-neuf (321.429) parts sociales d'une valeur nominale de seize centimes d'US dollar (USD 0,16) chacune.»

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

DONT ACTE, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est établi en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête du mandataire de la comparante, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 31 décembre 2014. REM/2014/2909. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014448/99.

(150016934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

ACDC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.300.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 181.635.

Extrait du contrat de cessions de parts sociales du 24 décembre 2014

Il ressort d'un contrat de cessions de parts sociales du 24 décembre 2014 dont l'original est établi en langue anglaise sous le titre «Share sale and Purchase Agreement» que les sociétés suivantes,

1/ Orascom TMT Investments S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois établie et ayant son siège social 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B-108440, détenant 1.170.000 parts sociales de la société ACDC S. à r.l. société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, au capital social de USD 1.300.000,-représenté par 1.300.000 parts sociales de USD 1,- chacune, établie et ayant son siège social 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B-181635

2/ Accelero Capital Holdings S.à r.l. société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois établie et ayant son siège social 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B-175938 détenant 130.000 parts sociales de la société ACDC S. à r.l. société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, au capital social de USD 1.300.000,-représenté par 1.300.000 parts sociales de USD 1,- chacune, établie et ayant son siège social 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B-181635

Ont vendu la totalité de leurs parts sociales détenues dans ACDC S. à r.l. à la société ACDC Fund L.P. , société de droit des Iles Cayman, établie et ayant son siège social à 89, Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman Islands KY1-9007, immatriculée au «Registrar of Limited Partnerships Cayman Islands» sous le numéro 00078766 de telle sorte que la société ACDC Fund L.P. devient associé unique de la société ACDC S. à r.l.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015014814/29.

(150017354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

C.R. Entreprises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 188, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 61.646.

L'an deux mille quinze, le huit janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «C.R. ENTREPRISES S.A.», avec siège social à L-1471 Luxembourg, 188, route d'Esch, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 61.646, constituée suivant acte reçu du notaire soussigné en date du 4 novembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 97 du 14 février 1998. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 15 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3070 du 21 décembre 2012.

L'assemblée est présidée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Modification du deuxième alinéa de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3. (deuxième alinéa).** Toutes les actions sont au porteur ou nominatives, sauf dispositions contraires des lois et règlements en vigueur.»

2.- Divers.

B) Que les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence; ladite liste de présence, signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés et par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

D) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article trois (3) des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Toutes les actions sont au porteur ou nominatives, sauf dispositions contraires des lois et règlements en vigueur.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 13 janvier 2015. Relation GAC/2015/426. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015014883/52.

(150017861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.